

Rapport  
d'orientations  
budgétaires  
**Analyse  
financière  
2018-2025**

20  
22

17 MARS 2022 – conseil municipal

Population légale 2021 : 8 006 habitants

Population légale 2022 : 8 064 habitants

# RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

## 1- Une étape essentielle de la procédure budgétaire

**Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.**

**Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal.**

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

**Ces dispositions sont applicables aux EPCI qui comprennent une commune d'au moins 3500 habitants et plus.**

**Le DOB constitue une formalité substantielle destinée à éclairer les élus sur le budget de la collectivité, les informer sur la situation budgétaire, les priorités de la collectivité et les évolutions à venir.**

En cas d'absence de DOB toute délibération sur le budget est entachée d'illégalité.

**L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 ( loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions et notamment le rapport d'orientations budgétaires.**

**Le contenu du ROB, les modalités de publication et de transmission ont été précisés par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 (ci -contre).**

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ajoute :

**La présentation de deux objectifs lors du débat annuel d'orientation budgétaire :**

- un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur ;

- un objectif d'évolution du besoin de financement annuel (soit les emprunts minorés des remboursements de dette).

## 2- Le contenu du Rapport d'Orientations Budgétaires

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

**Dans les communes de plus de 10 000 habitants, et EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant une commune de 3500 habitants le rapport comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :**

**1° A la structure des effectifs ;**

**2° Aux dépenses de personnel** comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

**3° A la durée effective du travail dans la commune.**

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

# RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

## La délibération sur le débat d'orientations budgétaires

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante conformément à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport d'orientations budgétaires sur la base duquel se tient le DOB.

## La transmission du rapport d'orientations budgétaires et la publicité

### Commune



### EPCI

**Le ROB à l'article est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont elle est membre **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

### EPCI



### Communes

**Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes** qui en sont membres **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

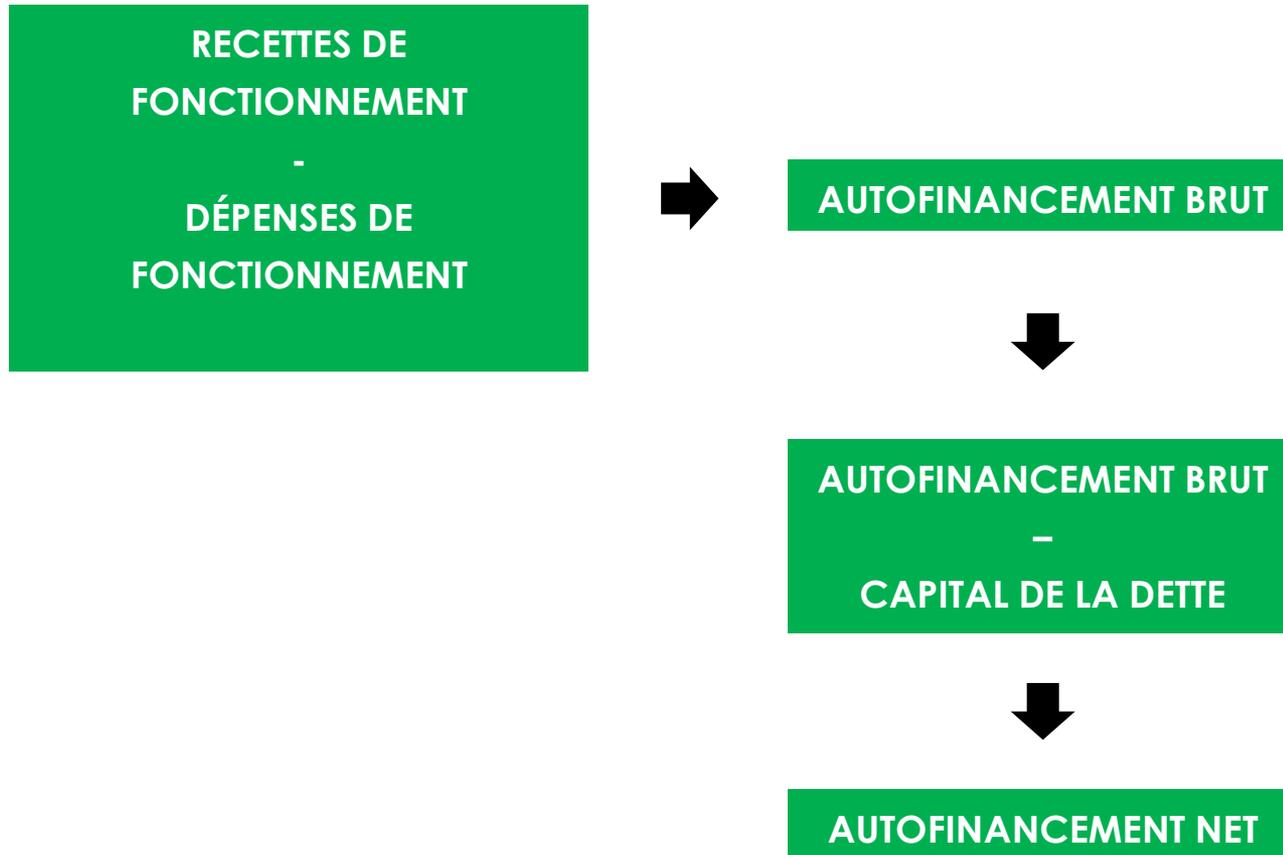
**1 - Analyse financière 2018-2021**

**2 - Les principales mesures de la loi de finances 2022**

**3 - Analyse prospective 2021-2025**

## GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne



## GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE  
GESTION

INTÉRÊTS DE LA DETTE

AUTOFINANCEMENT  
BRUT

L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Elle reflète les capacités à rembourser la dette sans recourir à des ressources exceptionnelles et à autofinancer les investissements.

RECETTES DE  
FONCTIONNEMENT

INVESTISSEMENT

CAPITAL DE LA DETTE

DÉPENSES  
D'ÉQUIPEMENT

AUTOFINANCEMENT NET

L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible, c'est-à-dire l'autofinancement après paiement de l'annuité d'emprunt de l'année.

AUTOFINANCEMENT  
BRUT

SUBVENTIONS-FCTVA

EMPRUNT

## GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIERE :

Définie à partir des composantes de l'équilibre financier global, l'analyse financière donne une vision dynamique des marges de manœuvre financières et permet d'en maîtriser l'évolution. Elle s'appuie principalement sur les 2 indicateurs suivants :

### CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT



**L'épargne brute** est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Elle reflète les capacités à rembourser la dette sans recourir à des ressources exceptionnelles et à autofinancer les investissements.

**La CAF nette** mesure l'autofinancement disponible, c'est à dire l'autofinancement après paiement de l'annuité d'emprunt de l'année.



**NIVEAU Moyen strate 5000-10000**  
**Epargne Nette : 117 €/HAB.**

Financement de la dette  
  
 Emprunt / autofinancement

### CAPACITE DE DESENDETTEMENT



Cette dernière permet de mesurer la solvabilité d'une collectivité en rapportant l'endettement à l'autofinancement brut.

Ce ratio « purement théorique » mesure le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette.



**- Niveau d'alerte : 10 ANS**

**- Seuil maximal en loi de programmation 2018-2022 : 12 ans pour le bloc communal**

## Les épargnes

en milliers d'euros

|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                 |              |              |              |              |
| <i>Dépenses de fonctionnement</i>       |              |              |              |              |
| - Hors intérêts                         | 8 854        | 8 720        | 8 605        | 8 588        |
| - Intérêts compris                      | 9 040        | 8 889        | 8 752        | 8 718        |
| <i>Recettes de fonctionnement</i>       | 11 222       | 11 184       | 11 204       | 11 395       |
| <b>CAPACITE COURANTE DE FINANCEMENT</b> | <b>2 417</b> | <b>2 534</b> | <b>2 669</b> | <b>2 877</b> |
| <i>Intérêts</i>                         | 186          | 169          | 147          | 130          |
| <b>AUTOFINANCEMENT BRUT ©</b>           | <b>2 019</b> | <b>2 302</b> | <b>2 510</b> | <b>2 735</b> |
| <i>Capital</i>                          | 614          | 618          | 549          | 539          |
| <b>AUTOFINANCEMENT NET</b>              | <b>1 617</b> | <b>1 747</b> | <b>1 973</b> | <b>2 208</b> |
| <b>AUTOFINANCEMENT NET ©</b>            | <b>1 405</b> | <b>1 684</b> | <b>1 961</b> | <b>2 196</b> |

## La capacité de désendettement (en année)

|                                      | 2018  | 2019  | 2020  | 2021         |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|--------------|
| Encours au 31/12                     | 6 313 | 5 696 | 5 147 | <b>4 607</b> |
| Capacité dynamique de désendettement | 3,1   | 2,5   | 2,1   | <b>1,7</b>   |

Nous soulignons la nécessité d'évaluer l'autofinancement net sans prendre en considération le produit des cessions d'immobilisations et autre dotation de développement rurale afin d'apprécier la capacité financière de la commune à dégager un autofinancement sans tenir compte de phénomènes exceptionnels.

**La CAF nette en 2021 progresse de 235 K€ par rapport à 2020 et atteint 2 196 K€. Rapportée à l'habitant la CAF nette en 2021 représente 274 euros par habitant et nous rappelons que l'indicateur de la strate en 2020 était de 117 euros par habitant.**

**La capacité dynamique de désendettement en 2021 est de : 1,7 année pour rembourser le capital de la dette.**

# LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

en milliers d'euros

|   | CA           | CA           | CA           | CA           | EVOLUTION 2021 / 2020 |               | EVOLUTION 2021 / 2018 |                   |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|---------------|-----------------------|-------------------|
|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | en valeur             | en %          | en valeur             | moy.annuelle en % |
| <b>011 - Charges à caractère général</b>            | <b>2 174</b> | <b>2 219</b> | <b>1 983</b> | <b>2 026</b> | <b>43</b>             | <b>2,2%</b>   | <b>-149</b>           | <b>-2,3%</b>      |
| achats de matériel, équipements et travaux-605      | 109          | 2            | 36           | 0            | ↓ -36                 |               | -109                  |                   |
| eau et assainissement-60611                         | 54           | 64           | 59           | 65           | ↑ 5                   | 8,7%          | 10                    | 5,8%              |
| énergie-électricité-60612                           | 337          | 414          | 298          | 331          | ↑ 33                  | 11,1%         | -5                    | -0,5%             |
| carburants-60622                                    | 40           | 38           | 31           | 37           | ↑ 6                   | 18,5%         | -2                    | -2,1%             |
| alimentation-60623                                  | 180          | 168          | 128          | 160          | ↑ 32                  | 24,6%         | -20                   | -3,9%             |
| fournitures de petit équipement-60632               | 86           | 93           | 99           | 81           | ↓ -17                 | -17,5%        | -4                    | -1,7%             |
| fournitures de voirie-60633                         | 47           | 28           | 39           | 24           | ↓ -16                 | -39,9%        | -24                   | -20,8%            |
| autres matières et fournitures-6068                 | 48           | 58           | 108          | 78           | ↓ -30                 | -27,5%        | 30                    | 17,9%             |
| contrats de prestations de services-611             | 230          | 243          | 215          | 273          | ↑ 59                  | 27,4%         | 43                    | 5,9%              |
| location mobilières-6135                            | 73           | 77           | 34           | 13           | ↓ -21                 | -62,4%        | -61                   | -44,1%            |
| terrains-61521                                      | 156          | 154          | 136          | 148          | ↑ 12                  | 8,5%          | -8                    | -1,7%             |
| bâtiments publics-615221                            | 15           | 45           | 83           | 29           | ↓ -54                 | -64,8%        | 14                    | 24,7%             |
| réseaux-615232                                      | 10           | 18           | 36           | 36           | ↑ -1                  | -1,4%         | 26                    | 53,9%             |
| matériel roulant-61551                              | 35           | 38           | 21           | 26           | ↑ 5                   | 25,1%         | -9                    | -9,3%             |
| autres biens mobiliers-61558                        | 12           | 23           | 11           | 20           | ↑ 8                   | 71,5%         | 7                     | 16,8%             |
| maintenance-6156                                    | 34           | 47           | 54           | 69           | ↑ 15                  | 27,4%         | 35                    | 26,9%             |
| multirisques-6161                                   | 46           | 43           | 15           | 32           | ↑ 17                  |               | -15                   | -11,9%            |
| versements à des organismes de formation-6184       | 24           | 25           | 27           | 15           | ↓ -12                 | -44,7%        | -9                    | -14,5%            |
| honoraires-6226                                     | 7            | 10           | 6            | 16           | ↑ 10                  |               | 9                     | 30,5%             |
| catalogues et imprimés-6236                         | 52           | 55           | 46           | 37           | ↓ -9                  | -19,5%        | -15                   | -10,7%            |
| divers-6238   | 29           | 36           | 22           | 25           | ↑ 3                   | 12,0%         | -5                    | -5,7%             |
| transports collectifs-6247                          | 55           | 48           | 31           | 41           | ↑ 10                  | 34,3%         | -14                   | -9,4%             |
| autres services extérieurs-6288                     | 39           | 30           | 12           | 38           | ↑ 27                  |               | 0                     | -0,3%             |
| <b>012 - Personnel</b>                              | <b>5 588</b> | <b>5 622</b> | <b>5 829</b> | <b>5 847</b> | <b>19</b>             | <b>0,3%</b>   | <b>259</b>            | <b>1,5%</b>       |
| personnel titulaire-64111                           | 2 212        | 2 244        | 2 330        | 2 356        | ↑ 26                  | 1,1%          | 144                   | 2,1%              |
| personnel non titulaire-64131                       | 797          | 821          | 829          | 813          | ↓ -15                 | -1,8%         | 16                    | 0,7%              |
| <b>65 - Autres charges de gestion courante</b>      | <b>910</b>   | <b>697</b>   | <b>605</b>   | <b>539</b>   | <b>-65</b>            | <b>-10,8%</b> | <b>-370</b>           | <b>-16,0%</b>     |
| SDIS-6553   | 250          | 43           | 0            | 0            | 0                     |               | -250                  |                   |
| autres contributions-65548                          | 59           | 34           | 32           | 38           | ↑ 6                   | 18,1%         | -21                   | -13,5%            |
| autres contributions obligatoires-6558              | 16           | 17           | 15           | 14           | ↓ -1                  | -8,8%         | -3                    | -5,9%             |
| GFP de rattachement-657351                          | 6            | 6            | 7            | 9            | ↑ 2                   | 29,5%         | 3                     | 12,0%             |
| CCAS-657362   | 70           | 65           | 65           | 80           | ↑ 15                  | 23,1%         | 10                    | 4,4%              |
| subventions de fonctionnement aux associations-6574 | 387          | 400          | 359          | 266          | ↓ -93                 | -26,0%        | -121                  | -11,8%            |
| <b>014 - Atténuations de produits</b>               | <b>177</b>   | <b>178</b>   | <b>180</b>   | <b>171</b>   | <b>-10</b>            | <b>-5,3%</b>  | <b>-6</b>             | <b>-1,2%</b>      |
| <b>66 - Charges financières</b>                     | <b>186</b>   | <b>169</b>   | <b>147</b>   | <b>130</b>   | <b>-18</b>            | <b>-12,0%</b> | <b>-57</b>            | <b>-11,4%</b>     |
| intérêts des emprunts-6611                          | 186          | 169          | 147          | 130          | ↓ -18                 | -12,0%        | -57                   | -11,4%            |
| <b>67 - Charges exceptionnelles</b>                 | <b>4</b>     | <b>4</b>     | <b>8</b>     | <b>5</b>     | <b>-3</b>             |               | <b>0</b>              |                   |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>                       | <b>9 040</b> | <b>8 889</b> | <b>8 752</b> | <b>8 718</b> | <b>-34</b>            | <b>-0,4%</b>  | <b>-322</b>           | <b>-1,2%</b>      |
| <i>DEPENSES REELLES SAUF INTERETS</i>               | 8 854        | 8 720        | 8 605        | 8 588        | ↓ -17                 | -0,2%         | -265                  | -1,0%             |

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de -0,4% entre 2020 et 2021.

L'évolution des dépenses en 2021 repose principalement sur :

- la diminution des autres charges de gestion courante (-65 K€) avec la baisse des subventions aux associations, des charges financières (-18 K€) et des atténuations de produits (-10 K€),
- la progression des charges à caractère général (+43 K€) et des charges de personnel (+19 K€).

Rapportées à l'habitant, les dépenses de fonctionnement de l'année 2021 atteignent 1 069 euros pour TRIGNAC, et nous rappelons que l'indicateur de la strate en 2020 était de 1 014 euros par habitant.

Structurellement en 2021, les charges de personnel représentent la première dépense avec 67,4% (avec les remboursements d'assurance du personnel) des dépenses de fonctionnement et les charges à caractère général : 24,5%.

| (*) Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2021 |               |
|--|---------------|
| 011 - Charges à caractère général                            | 23,2%         |
| 012 - Personnel  | 67,1%         |
| 65 - Autres charges de gestion courante                      | 6,2%          |
| 014 - Atténuations de produits                               | 2,0%          |
| 66 - Charges financières                                     | 1,5%          |
| 67 - Charges exceptionnelles                                 | 0,1%          |
| <b>Total</b>   | <b>100,0%</b> |

(\*) déterminé en fonction des dépenses réelles hors rattachement

## RATIOS

|                                     | CA 2018      | CA 2019      | CA 2020      | CA 2021      | EVOLUTION 2021 / 2020 |              | EVOLUTION 2021 / 2018 |                   |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-------------------|
|                                     |              |              |              |              | en valeur             | en %         | en valeur             | moy.annuelle en % |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>       | <b>9 040</b> | <b>8 889</b> | <b>8 752</b> | <b>8 718</b> | <b>-34</b>            | <b>-0,4%</b> | <b>-322</b>           | <b>-1,2%</b>      |
| DEPENSES REELLES <i>et</i> INTERETS | 8 854        | 8 720        | 8 605        | 8 588        | -17                   | -0,2%        | -265                  | -1,0%             |

| (*) Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2021 |               |
|--|---------------|
| 011 - Charges à caractère général                            | 23,2%         |
| 012 - Personnel  | 67,1%         |
| 65 - Autres charges de gestion courante                      | 6,2%          |
| 014 - Atténuations de produits                               | 2,0%          |
| 66 - Charges financières                                     | 1,5%          |
| 67 - Charges exceptionnelles                                 | 0,1%          |
| <b>Total</b>   | <b>100,0%</b> |

(\*) déterminé en fonction des dépenses réelles

hors retraitement

| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT |              |              |              |              |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
| <b>TRIGNAC</b>                          | <b>1 156</b> | <b>1 070</b> | <b>1 099</b> | <b>1 069</b> |
| France [5000-10000 hab.]                | 1 029        | 1 037        | 1 014        | n.d.         |

Données ministère des finances

| FRAIS DE PERSONNEL / DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) |              |              |              |              |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
|  | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
| <b>TRIGNAC</b>   | <b>62,9%</b> | <b>63,6%</b> | <b>67,4%</b> | <b>67,4%</b> |
| France [5000-10000 hab.]   | (*) 56,5%    | 56,6%        | 58,0%        | n.d.         |

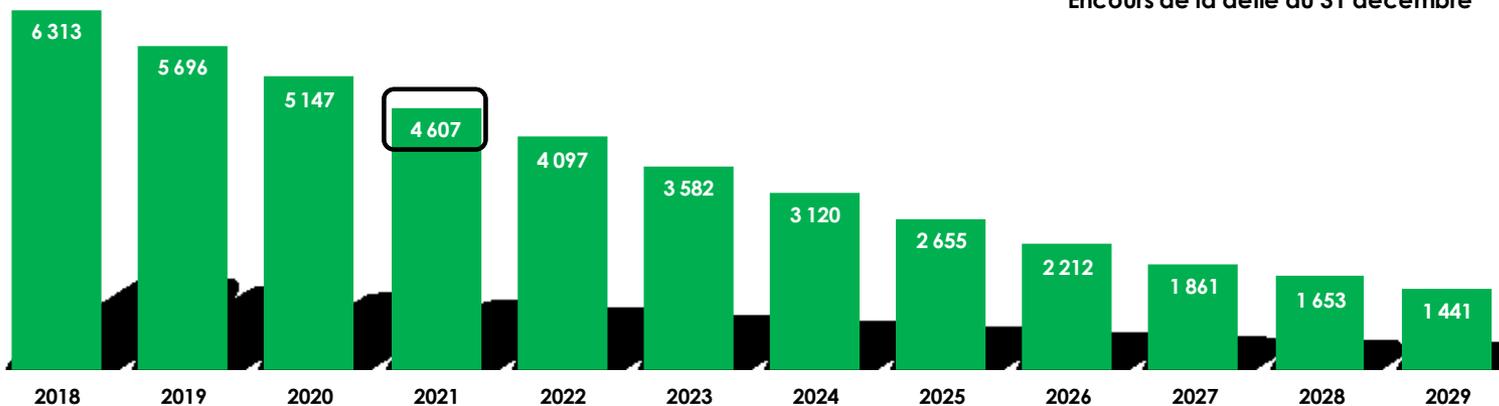
Données ministère des finances

(\*) Attention à partir de 2018 le Ministère modifie le calcul des dépenses de fonctionnement en conservant uniquement les dépenses réelles. Ce calcul augmente en conséquence le ratio.

# L' ENDETTEMENT en stock [en K€]

Encours de la dette au 31 décembre

Budget principal



|                               | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| encours (€) / habitant        | 783  | 686  | 648  | 575  | 508  | 444  | 387  | 329  | 274  | 231  | 205  | 179  |
| encours (€) / habitant strate | 844  | 828  | 802  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |

Données ministère des finances

Budget principal

# L' ENDETTEMENT en flux [en K€]



en milliers d'euros

|  | CA            | CA            | CA            | CA            | EVOLUTION 2021 / 2020 |               | EVOLUTION 2021 / 2018 |                   |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|---------------|-----------------------|-------------------|
|  | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | en valeur             | en %          | en valeur             | moy.annuelle en % |
| <b>70 - Produits des services</b>                            | <b>385</b>    | <b>377</b>    | <b>269</b>    | <b>399</b>    | <b>130</b>            | <b>48,4%</b>  | <b>15</b>             | <b>1,3%</b>       |
| redevance d'occupation du domaine public-70323               | 5             | 4             | 7             | 38            | 31                    |               | 34                    |                   |
| redevances et droits des services à caractère culturel-7062  | 8             | 8             | 4             | 4             | 0                     | 3,0%          | -4                    | -20,6%            |
| redevances et droits des services à caract. de loisirs-70632 | 85            | 93            | 67            | 77            | 10                    | 14,1%         | -8                    | -3,3%             |
| redevances et droits des services péri-scolaires-7067        | 273           | 254           | 172           | 268           | 96                    | 55,8%         | -5                    | -0,6%             |
| <b>73 - Impôts et taxes</b>                                  | <b>8 837</b>  | <b>8 956</b>  | <b>9 021</b>  | <b>9 257</b>  | <b>236</b>            | <b>2,6%</b>   | <b>421</b>            | <b>1,6%</b>       |
| impôts directs locaux-73111                                  | 4 718         | 4 879         | 5 004         | 5 206         | 201                   | 4,0%          | 488                   | 3,3%              |
| autres impôts locaux ou assimilés-7318                       | 2             | 0             | 71            | 0             | -71                   |               | -2                    |                   |
| attribution de compensation-73211                            | 1 602         | 1 393         | 1 352         | 1 348         | -4                    | -0,3%         | -254                  | -5,6%             |
| dotation de solidarité-73212                                 | 1 677         | 1 772         | 1 662         | 1 651         | -12                   | -0,7%         | -26                   | -0,5%             |
| FNGIR-73221  | 27            | 27            | 27            | 27            | 0                     | 0,0%          | 0                     |                   |
| taxes sur les pylônes électriques-7343                       | 45            | 46            | 48            | 45            | -3                    | -6,2%         | 0                     | 0,2%              |
| taxe sur la consommation finale d'électricité-7351           | 144           | 135           | 139           | 143           | 3                     | 2,5%          | -1                    | -0,2%             |
| taxes de séjour-7362   | 159           | 153           | 108           | 142           | 34                    | 31,5%         | -18                   | -3,8%             |
| taxe locale sur la publicité extérieure-7368                 | 226           | 227           | 246           | 249           | 3                     | 1,0%          | 23                    | 3,3%              |
| droits de mutation-7381                                      | 238           | 312           | 364           | 448           | 84                    | 23,1%         | 210                   | 23,4%             |
| <b>74 - Dotations, subv., participations</b>                 | <b>1 356</b>  | <b>1 240</b>  | <b>1 454</b>  | <b>1 179</b>  | <b>-274</b>           | <b>-18,9%</b> | <b>-176</b>           | <b>-4,5%</b>      |
| DGF- dotation forfaitaire-7411                               | 678           | 661           | 598           | 567           | -31                   | -5,2%         | -111                  | -5,8%             |
| DSR-74122  | 103           | 106           | 105           | 105           | 0                     | 0,1%          | 1                     | 0,5%              |
| FCTVA-744  | 14            | 8             | 10            | 10            | 0                     | 4,2%          | -4                    | -11,3%            |
| autres-74718   | 40            | 44            | 33            | 42            | 9                     | 25,9%         | 2                     | 1,7%              |
| département-7473   | 28            | 17            | 17            | 0             | -17                   |               | -28                   |                   |
| autres communes-74748  | 15            | 12            | 12            | 18            | 6                     | 50,0%         | 3                     | 5,5%              |
| autres organismes-7478                                       | 293           | 188           | 474           | 325           | -149                  | -31,4%        | 33                    | 3,6%              |
| compensation exonérations taxes foncières-74834              | 16            | 17            | 17            | 111           | 93                    |               | 94                    | 88,9%             |
| compensation exonérations taxe d'habitation-74835            | 167           | 172           | 188           | 0             | -188                  |               | -167                  |                   |
| <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>              | <b>315</b>    | <b>314</b>    | <b>264</b>    | <b>267</b>    | <b>3</b>              | <b>1,0%</b>   | <b>-48</b>            | <b>-5,4%</b>      |
| revenu des immeubles-752                                     | 315           | 314           | 264           | 267           | 3                     | 1,0%          | -48                   | -5,4%             |
| <b>013 - Atténuations de charges</b>                         | <b>32</b>     | <b>219</b>    | <b>168</b>    | <b>277</b>    | <b>109</b>            |               | <b>245</b>            |                   |
| <b>76 - Produits financiers</b>                              | <b>0,4</b>    | <b>0,1</b>    | <b>0,0</b>    | <b>0,0</b>    | <b>0</b>              |               | <b>0</b>              |                   |
| <b>77 - Produits exceptionnels</b>                           | <b>297</b>    | <b>77</b>     | <b>27</b>     | <b>15</b>     | <b>-12</b>            | <b>-45,9%</b> | <b>-283</b>           | <b>-63,3%</b>     |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>                                | <b>11 222</b> | <b>11 184</b> | <b>11 204</b> | <b>11 395</b> | <b>191</b>            | <b>1,7%</b>   | <b>173</b>            | <b>0,5%</b>       |

Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de +1,7% entre 2020 et 2021.

La dynamique des ressources en 2021 s'explique principalement par la progression :

- des impôts et taxes (+236 K€) avec l'augmentation des ressources fiscales, des droits de mutation et de la taxe de séjour,
- des produits des services (+130 K€) avec la dynamique des services périscolaires,
- des atténuations de charges (+109 K€).

Il faut noter la diminution des dotations (-274 K€) avec la perte de la compensation de la taxe d'habitation et la forte baisse des contrats CAF.

Rapportées à l'habitant, les recettes de fonctionnement en 2021 atteignent 1 376 euros pour TRIGNAC, et nous rappelons que l'indicateur de la strate en 2020 était de 1 159 euros par habitant.

Structurellement, la fiscalité représente 47,5% des recettes réelles de fonctionnement en 2021 et la DGF : 6,1%.

| Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2021 |               |
|--|---------------|
| 70 - Produits des services                               | 3,5%          |
| <b>73 - Impôts et taxes</b>                              | <b>81,2%</b>  |
| <b>74 - Dotations, subv., participations</b>             | <b>10,4%</b>  |
| 75 - Autres produits de gestion courante                 | 2,3%          |
| 76 - Produits financiers                                 | 0,0%          |
| 013 - Atténuations de charges                            | 2,4%          |
| 77 - Produits exceptionnels                              | 0,1%          |
| <b>Total</b>   | <b>100,0%</b> |

(\*) déterminé en fonction des recettes réelles hors rattachement

## RATIOS

|                               | CA            | CA            | CA            | CA            | EVOLUTION 2021 / 2020 |             | EVOLUTION 2021 / 2018 |                   |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------------|
|                               | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | en valeur             | en %        | en valeur             | moy.annuelle en % |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b> | <b>11 222</b> | <b>11 184</b> | <b>11 204</b> | <b>11 415</b> | <b>210</b>            | <b>1,9%</b> | <b>192</b>            | <b>0,6%</b>       |

| Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2021 |               |
|--|---------------|
| 70 - Produits des services                               | 3,5%          |
| <b>73 - Impôts et taxes</b>                              | <b>81,2%</b>  |
| <b>74 - Dotations, subv., participations</b>             | <b>10,4%</b>  |
| 75 - Autres produits de gestion courante                 | 2,3%          |
| 76 - Produits financiers                                 | 0,0%          |
| 013 - Atténuations de charges                            | 2,4%          |
| 77 - Produits exceptionnels                              | 0,1%          |
| <b>Total</b>   | <b>100,0%</b> |

(\*) déterminé en fonction des recettes réelles hors rattachement

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT |              |              |              |              |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
| <b>TRIGNAC</b>                          | <b>1 373</b> | <b>1 308</b> | <b>1 375</b> | <b>1 376</b> |
| France [5000-10000 hab.]                | 1 171        | 1 182        | 1 159        | n.d.         |

Données ministère des finances

| FISCALITÉ Chap. 73111 / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) |              |              |              |              |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
| <b>TRIGNAC</b>  | <b>43,7%</b> | <b>45,5%</b> | <b>46,8%</b> | <b>47,5%</b> |
| France [5000-10000 hab.]  | 43,2%        | 43,7%        | 45,0%        | n.d.         |

Données ministère des finances

| DOTATIONS D'ÉTAT / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) |             |             |             |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
|  | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        |
| <b>TRIGNAC</b>   | <b>7,2%</b> | <b>7,1%</b> | <b>6,4%</b> | <b>6,1%</b> |
| France [5000-10000 hab.]   | (*) 13,4%   | 13,3%       | 13,6%       | n.d.        |

(\*) Attention à partir de 2018 le Ministère modifie le calcul des recettes de fonctionnement en conservant uniquement les recettes réelles. Ce calcul augmente en conséquence le ratio.

en milliers d'euros

|  | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       |
|--|------------|------------|------------|------------|
| <b>DGF TOTALE (en K€)</b>              | <b>782</b> | <b>767</b> | <b>703</b> | <b>672</b> |
| <b>Dont : DOTATION FORFAITAIRE (1)</b> | <b>678</b> | <b>661</b> | <b>598</b> | <b>567</b> |
| Evolution en K€                        | -17        | -17        | -63        | -31        |
| Evolution n/n-1                        | -2,5%      | -2,5%      | -9,5%      | -5,2%      |
| <b>DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE</b>   | <b>103</b> | <b>106</b> | <b>105</b> | <b>105</b> |
| Evolution en K€                        | 6          | 2          | -1         | 0          |
| Evolution n/n-1                        | +6,6%      | +2,1%      | -0,8%      | +0,1%      |

|   | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       |
|---|------------|------------|------------|------------|
| <b>Total dotation forfaitaire + DSR</b> | <b>782</b> | <b>767</b> | <b>703</b> | <b>672</b> |
| Evolution en K€                         | -11        | -15        | -64        | -31        |
| Evolution n/n-1                         | -1,4%      | -1,9%      | -8,3%      | -4,4%      |

|   |            |            |            |             |
|---|------------|------------|------------|-------------|
| DGF par habitant <b>TRIGNAC</b> (*)                       | 96         | 91         | 88         | 83          |
| France [5000-10000 hab.] (Données ministère des finances) | <b>152</b> | <b>152</b> | <b>153</b> | <b>n.d.</b> |
| <b>ECART</b> en %   | -58,4%     | -66,2%     | -74,8%     | n.d.        |

|   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT</b> |              |              |              |              |
| <b>COMMUNE DE TRIGNAC</b>               | 1 182        | 1 196        | 1 262        | 1 263        |
| France [5000-10000 hab.]                | <b>1 074</b> | <b>1 073</b> | <b>1 100</b> | <b>1 102</b> |
| <b>ECART</b> en %                       | +9,1%        | +10,3%       | +12,9%       | +12,8%       |

|  | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       |
|--|------------|------------|------------|------------|
| <b>POTENTIEL FISCAL TP &amp; PRODUIT POST TP (2012) PAR HAB.</b> |            |            |            |            |
| <b>COMMUNE DE TRIGNAC</b>  | 320        | 331        | 349        | 354        |
| France [5000-10000 hab.]   | <b>200</b> | <b>199</b> | <b>205</b> | <b>207</b> |
| <b>ECART</b> en %  | +37,5%     | +39,8%     | +41,3%     | +41,6%     |

(\*) population DGF

|                          | DOTATIONS 2021 |               |
|--------------------------|----------------|---------------|
|                          | en valeurs     | en structure  |
| DOTATION FORFAITAIRE (1) | 567,1          | 84,4%         |
| DSR (2)                  | 105,0          | 15,6%         |
| <b>TOTAL (1)+(2)</b>     | <b>672,0</b>   | <b>100,0%</b> |

Évolution de +82 K€ entre 2018 et 2021.

La dotation forfaitaire représente en 2021, **84,4%** de la DGF.

Nous relevons en 2021 une diminution de la DGF liée à la baisse de la dotation forfaitaire impactée par un écrêtement de 36 100 €.

## Les bases d'imposition

(en milliers d'euros)

### Bases définitives

en milliers d'euros

|                              | LES BASES    |              |              |                             |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------|
|                              | 2018         | 2019         | 2020         | 2021                        |
|                              | base totale  |              |              | base résidences secondaires |
| <b>Taxe d'habitation</b>     | <b>9 484</b> | <b>9 779</b> | <b>9 895</b> | <b>245</b>                  |
| <i>Evolution en K€</i>       | 401          | 295          | 116          | <b>-9 650</b>               |
| (*) <i>Evolution globale</i> | +4,4%        | +3,1%        | +1,2%        | -97,5%                      |
| <b>Foncier bâti</b>          | <b>9 271</b> | <b>9 603</b> | <b>9 909</b> | <b>10 059</b>               |
| dont : ménages               | n.d.         | 59%          | 59%          | 59%                         |
| entreprises et commerces     | n.d.         | 41%          | 41%          | 41%                         |
| <i>Evolution en K€</i>       | 198          | 332          | 306          | 149                         |
| <i>Evolution globale</i>     | +2,2%        | +3,6%        | +3,2%        | +1,5%                       |
| <b>Foncier non bâti</b>      | <b>49,7</b>  | <b>50,5</b>  | <b>50,6</b>  | <b>50,7</b>                 |
| <i>Evolution globale</i>     | +5,2%        | +1,5%        | +0,2%        | +0,3%                       |

La base de la taxe d'habitation est limitée à partir de 2021 aux résidences secondaires.

La base du foncier bâti est impactée à partir de 2021 par la réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels.

Les ménages représentaient en 2021, 59% de la base.

(\*) L'évolution globale intègre la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières.

Le coefficient de revalorisation de 2018 était de 1,2% et de 2,16% en 2019.

Pour la taxe d'habitation, le coefficient de 2020 était de 0,9% et de 1,2% pour le foncier bâti.

Le coefficient de revalorisation de 2021 a été fixé à 0,2%.

|                   | LES TAUX |        |        |        | EVOLUTION 2021 / 2020 |
|-------------------|----------|--------|--------|--------|-----------------------|
|                   | 2018     | 2019   | 2020   | 2021   | en %                  |
| Taxe d'habitation | 20,70%   | 20,70% | 20,70% | 20,70% | + 0,0%                |
| Foncier bâti      | 29,38%   | 29,38% | 29,38% | 44,38% | + 51,1%               |
| Foncier non bâti  | 60,76%   | 60,76% | 60,76% | 60,76% | + 0,0%                |

Taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021. Ce dernier pourra évoluer à partir de 2023.

Taux de foncier bâti impacté par le transfert du taux du département de 2020 soit 15,00%.

## Les taux et les produits de la fiscalité directe

### Produits calculés avec les bases définitives

en milliers d'euros

|   |  |
|---|--|
| TAXE D'HABITATION   |  |
| FONCIER BÂTI  |  |
| FONCIER NON BÂTI  |  |
| <b>TOTAL FISCALITÉ DIRECTE (1)</b>                        |  |
| évolution en K€   |  |
| évolution en %  |  |
| compensation exonérations TH                              |  |
| compensation exonérations FB (ménages)                    |  |
| compensation exonérations FB (établissements industriels) |  |
| compensation exonérations FNB                             |  |
| <b>TOTAL ALLOCATIONS FISCALES (2)</b>                     |  |
| Evolution en K€   |  |
| taux d'évolution  |  |
| <b>COEFFICIENT CORRECTEUR (3)</b>                         |  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                      |  |
| évolution en K€   |  |
| évolution en %  |  |

| LES PRODUITS ET COMPENSATIONS |              |              |              |              |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                               | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|                               | 1 963        | 2 024        | 2 048        | 51           |
|                               | 2 724        | 2 817        | 2 910        | 4 412        |
|                               | 30           | 31           | 31           | 31           |
|                               | <b>4 717</b> | <b>4 872</b> | <b>4 989</b> | <b>4 493</b> |
|                               | 142          | 155          | 117          | -495         |
|                               | + 3,1%       | + 3,3%       | + 2,4%       | - 9,9%       |
|                               | 167          | 172          | 188          | 0            |
|                               | 14           | 15           | 15           | 18           |
|                               |              |              |              | <b>91</b>    |
|                               | 2            | 2            | 2            | 2            |
|                               | <b>183</b>   | <b>189</b>   | <b>205</b>   | <b>111</b>   |
|                               | 2            | 6            | 16           | -94          |
|                               | + 1,1%       | + 3,2%       | + 8,3%       | - 46,0%      |
|                               |              |              |              | <b>687</b>   |
|                               | <b>4 900</b> | <b>5 061</b> | <b>5 194</b> | <b>5 291</b> |
|                               | 144          | 161          | 133          | 97           |
|                               | + 3,0%       | + 3,3%       | + 2,6%       | + 1,9%       |

En 2021 uniquement la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Compensation fiscale liée à la réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels à partir de 2021.

Le coefficient correcteur neutralise les effets du passage de la taxe d'habitation au foncier bâti renforcé.

en milliers d'euros

|   | CA<br>2018   | CA<br>2019   | CA<br>2020   | CA<br>2021   |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>TOTAL A FINANCER (1)</b><br><i>(sauf capital des emprunts)</i> | <b>2 507</b> | <b>2 635</b> | <b>3 387</b> | <b>3 269</b> |

|                                 |              |              |              |              |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| - Autofinancement net           | 1 617        | 1 747        | 1 973        | 2 208        |
| - Subventions et participations | 347          | 356          | 683          | 591          |
| - FCTVA                         | 498          | 340          | 402          | 452          |
| - TLE- Taxe d'aménagement       | 56           | 41           | 44           | 44           |
| - Compte de tiers               | 0            | 0            | 2            | 0            |
| - Recettes diverses             | 20           | 15           | 26           | 80           |
| - Emprunt                       | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>TOTAL RECETTES (2)</b>       | <b>2 538</b> | <b>2 498</b> | <b>3 130</b> | <b>3 374</b> |

|   |           |             |             |            |
|---|-----------|-------------|-------------|------------|
| <b>VARIATION DU FDS DE ROUL</b><br><i>(2) - (1)</i> | <b>31</b> | <b>-137</b> | <b>-257</b> | <b>106</b> |
|---|-----------|-------------|-------------|------------|

|                                      |              |              |              |              |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Fonds de roulement de clôture</b> | <b>2 187</b> | <b>2 050</b> | <b>1 793</b> | <b>1 898</b> |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|

| VENTILATION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | moyenne 2018-2021 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------------------|
| AUTOFINANCEMENT NET                       | 63,7% | 69,9% | 63,0% | 65,4% | 65,4%             |
| EMPRUNT                                   | 0,0%  | 0,0%  | 0,0%  | 0,0%  | 0,0%              |
| SUBVENTIONS                               | 13,7% | 14,2% | 21,8% | 17,5% | 17,1%             |
| FCTVA                                     | 19,6% | 13,6% | 12,9% | 13,4% | 14,7%             |

La commune a réalisé un programme d'investissement de **11 798 K€** entre 2018 et 2021.

**Les ressources sur la période se caractérisent par :**

- la perception de subventions pour 1 976 K€,
- de FCTVA pour un montant total de 1 692 K€,
- 7 545 K€ d'autofinancement.

Le fonds de roulement progresse de 106 K€ en 2021 et représente un montant de **1 898 K€**.

## ANALYSE DES RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

**2021**

| FONCTIONNEMENT           |                       |
|--------------------------|-----------------------|
| DEPENSES                 | 9 004 108,90          |
| RECETTES                 | 11 464 965,10         |
| <b>RESULTAT EXERCICE</b> | <b>2 460 856,20</b>   |
| RESULTAT n-1 (002)       | 1 230 733,68          |
| <b>RESULTAT CUMULE</b>   | <b>3 691 589,88</b> ← |

Il doit permettre de couvrir le déficit d'investissement y compris celui des restes à réaliser.  
Sans déficit d'investissement y compris les RAR, il peut être affecté en totalité au 002 « résultat de fonctionnement reporté » ou être affecté en partie ou totalité au 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ».

| INVESTISSEMENT           |                        |
|--------------------------|------------------------|
| DEPENSES                 | 3 828 738,36           |
| RECETTES                 | 3 473 743,10           |
| <b>RESULTAT EXERCICE</b> | <b>-354 995,26</b>     |
| RESULTAT n-1 (001)       | -1 438 230,45          |
| <b>RESULTAT CUMULE</b>   | <b>-1 793 225,71</b> ↙ |

Il va correspondre au 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en n+1.

|                         |                     |
|-------------------------|---------------------|
| <b>RESULTAT CLOTURE</b> | <b>1 898 364,17</b> |
|-------------------------|---------------------|

|                          |                      |
|--------------------------|----------------------|
| <b>RESTES A REALISER</b> | <b>-410 277,80</b> — |
|--------------------------|----------------------|

| RESTES A REALISER |            |
|-------------------|------------|
| DEPENSES          | 410 277,80 |
| RECETTES          | 0,00       |

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>RESULTAT AVEC RESTES A REALISER</b> | <b>1 488 086,37</b> |
|--|---------------------|

## 1 Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de -0,4% entre 2020 et 2021.

L'évolution des dépenses en 2021 repose principalement sur :

- la **diminution** des autres charges de gestion courante (-65 K€) avec la baisse des subventions aux associations, des charges financières (-18 K€) et des atténuations de produits (-10 K€),
- la **progression** des charges à caractère général (+43 K€) et des charges de personnel (+19 K€).

**Structurellement en 2021**, les charges de personnel représentent la première dépense avec 67,4% (avec les remboursements d'assurance du personnel) des dépenses de fonctionnement et les charges à caractère général : 24,5%.

## Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de +1,7% entre 2020 et 2021.

La dynamique des ressources en 2021 s'explique principalement par la progression :

- des impôts et taxes (+236 K€) avec l'augmentation des ressources fiscales, des droits de mutation et de la taxe de séjour,
- des produits des services (+130 K€) avec la dynamique des services périscolaires,
- des atténuations de charges (+109 K€).

**Il faut noter la diminution** des dotations (-274 K€) avec la perte de la compensation de la taxe d'habitation et la forte baisse des contrats CAF.

**Structurellement**, la fiscalité représente 47,5% des recettes réelles de fonctionnement en 2021 et la DGF : 6,1%.

## 2 La CAF nette en 2021 progresse de 235 K€ par rapport à 2020 et atteint 2 196 K€. Rapportée à l'habitant la CAF nette en 2021 représente 274 euros par habitant et nous rappelons que l'indicateur de la strate en 2020 était de 117 euros par habitant.

La **capacité dynamique de désendettement en 2021** est de : 1,7 année pour rembourser le capital de la dette.

Le **programme d'investissement** sur la période 2018-2021 atteint 11,8 millions d'euros. L'épargne nette a représenté 7 565 K€ soit 64% du financement.

## 3 La prospective va tester les projets de la commune en matière de fonctionnement et d'investissement avec les effets des nouvelles orientations nationales de la loi de finances pour 2022.

**1 - Analyse financière 2018-2021**

**2 - Les principales mesures de la loi de finances 2022**

**3 - Analyse prospective 2021-2025**

## PLF 2022 JMS CONSULTANTS

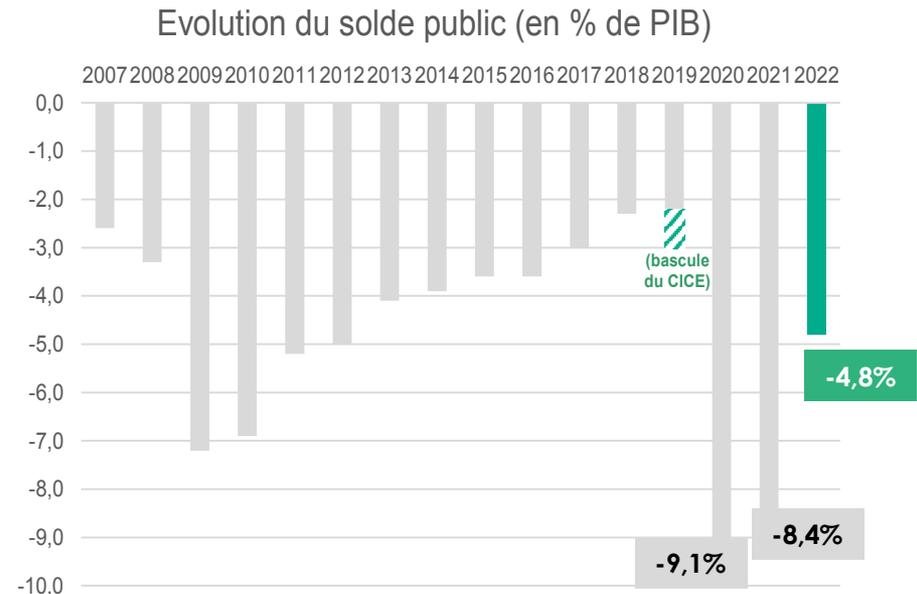
La loi de finances pour 2022 se caractérise par le retour à une certaine normalisation du point de vue budgétaire, après deux années de crise sans précédent et se traduit par une baisse du poids de la dépense et du déficit public sur l'économie.

L'année 2021 a été marquée par le déploiement d'un plan de 100 milliards pour accélérer et renforcer le rebond de l'économie.

Après avoir été en deçà du seuil des 3 % du PIB depuis 2017, le solde public connaît une forte dégradation en 2020 avec -9,1% du PIB et -8,4% en 2021, sous l'effet de l'intervention publique massive pour limiter les effets de la crise « le quoi qu'il en coûte » avec 130 milliards de mesures d'urgence.

Le scénario macroéconomique sur lequel repose le PLF 2022 s'appuie sur une croissance prévisionnelle de 4% mais la prévision reste soumise à des aléas importants notamment l'évolution de la situation sanitaire.

En 2022, le déficit public commencerait à se résorber, sous l'effet du rebond de l'activité économique et atteindrait - 4,8 % du PIB.



SOLDE GENERAL DU BUDGET DE  
L'ETAT 2022 : - 143 Md€

DEFICIT PUBLIC 2022 : 4,8% du PIB

## Monde

**Après un repli sans précédent en 2020, l'activité mondiale rebondirait fortement en 2021 et progressait encore vivement en 2022<sup>1</sup>.**

Ce rebond reflète la progression des campagnes de vaccination et le soutien budgétaire et monétaire. Il permettrait à l'économie mondiale de retrouver son niveau pré-crise dès 2021.

**En zone euro, l'activité retrouverait en 2022 son niveau d'activité de 2019.**

Le rythme de la reprise différerait selon les pays. L'Allemagne retrouverait le niveau d'avant crise en 2021 : moins touchée que d'autres en 2020, l'économie allemande a été pénalisée par des mesures d'endiguement au début 2021 mais bénéficierait de la résilience de son secteur industriel et du rebond du commerce international. L'Italie, qui a été plus lourdement touchée par l'épidémie, et l'Espagne, qui resterait affectée par son exposition au tourisme, ne rattraperaient qu'au cours de 2022 leur niveau d'activité de 2019.

Au Royaume-Uni, l'activité, particulièrement touchée par l'épidémie en 2020, se redresserait nettement en 2021 mais les échanges resteraient pénalisés par les incertitudes liées à la sortie de l'UE.

**Les États-Unis retrouveraient leur niveau d'avant-crise dès 2021.**

Aux États Unis, après une contraction du PIB en 2020 moindre que dans les principaux pays européens, les plans budgétaires et la politique monétaire soutiendraient la consommation des ménages et l'investissement des entreprises en 2021. Les exportations profiteraient d'une demande extérieure dynamique. En 2022, l'activité ralentirait, en raison de la normalisation de la demande intérieure, mais demeurerait soutenue par le commerce extérieur.

**Les économies émergentes évolueraient en ordre dispersé.**

En Chine, l'élan de 2020 et le soutien de la poli-

## France

tique monétaire permettraient une croissance dynamique en 2021, malgré une décélération des exportations et des investissements. En Inde, la reprise a été interrompue par une deuxième vague épidémique, mais les soutiens budgétaire et monétaire devraient préserver la croissance en 2021. La reprise du commerce international constituerait un relais de croissance en Turquie et au Brésil. En Russie, la hausse des prix du pétrole et l'utilisation de marges budgétaires soutiendraient le redressement de l'économie.

**La demande mondiale adressée à la France augmenterait fortement 2021, après la contraction enregistrée en 2020.**

Le commerce mondial de biens se redresserait fortement en 2021 (+11,4 % en volume) et augmenterait à un rythme proche de celui de l'activité mondiale en 2022 (+5,0 %). Le commerce de services demeurerait pénalisé par le recul des échanges touristiques. La demande mondiale adressée à la France connaîtrait un fort rebond en 2021 (+10,4 %) puis une hausse encore soutenue en 2022 (+4,9 %) reflétant la forte reprise de l'activité en zone euro.

**Des aléas importants, sanitaires et économiques, entourent ces prévisions, à la hausse comme à la baisse.**

L'activité reste d'abord fortement tributaire de l'évolution sanitaire et des mesures prophylactiques. Elles sont encore plus incertaines dans les économies émergentes, où la couverture vaccinale est réduite par rapport aux pays avancés. L'économie serait en outre pénalisée si le resserrement monétaire était plus rapide qu'anticipé, et en cas de correction des marchés actions et immobiliers. Enfin, des assouplissements tarifaires entre les États-Unis et ses partenaires pourraient dynamiser les échanges internationaux ; à l'inverse, des effets du Brexit plus forts que prévu et la persistance de goulots d'étranglements dans le fret maritime constitueraient un frein à l'activité.

(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2022

## PLF 2022

(\*) Présentation du PLF 2022 du Ministère du budget et des comptes publics

| Taux de variation en volume, sauf indications contraires                               | Exécution 2017 | Exécution 2018 | Exécution 2019 | Exécution 2020 | 2021        | 2022        |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------|
| <b>Environnement international</b>   |                |                |                |                |             |             |
| Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)  | 2,3            | 2,9            | 2,3            | -3,4           | 6,2         | 4,4         |
| <b>Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)</b>                              | <b>2,7</b>     | <b>1,9</b>     | <b>1,3</b>     | <b>-6,5</b>    | <b>4,9</b>  | <b>4,4</b>  |
| Prix à la consommation dans la zone euro (en %)  | 1,5            | 1,8            | 1,2            | 0,3            | 1,9         | 1,5         |
| Prix du baril de Brent (en dollars)  | 55             | 71             | 64             | 42             | 68          | 69          |
| Taux de change euro/dollar   | 1,13           | 1,18           | 1,12           | 1,14           | 1,19        | 1,17        |
| <b>Économie française</b>  |                |                |                |                |             |             |
| PIB total (valeur en milliards d'euros)  | 2 297,2        | 2 363,3        | 2 437,6        | 2 302,9        | 2 452,4     | 2 588,1     |
| <b>Variation en volume (en %)</b>  | <b>2,4</b>     | <b>1,8</b>     | <b>1,8</b>     | <b>-8,0</b>    | <b>6,0</b>  | <b>4,0</b>  |
| Variation en valeur (en %)   | 3,0            | 2,9            | 3,1            | -5,7           | 6,5         | 5,5         |
| <b>Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)<sup>1</sup></b>                         | <b>1,7</b>     | <b>1,4</b>     | <b>2,6</b>     | <b>0,4</b>     | <b>2,2</b>  | <b>1,0</b>  |
| Dépenses de consommation des ménages (en %)  | 1,7            | 0,9            | 1,9            | -7,2           | 4,1         | 7,0         |
| <b>Investissement des entreprises, hors construction (en %)</b>                        | <b>6,7</b>     | <b>4,7</b>     | <b>3,5</b>     | <b>-5,5</b>    | <b>9,5</b>  | <b>6,2</b>  |
| Exportations (en %)  | 4,6            | 4,6            | 1,5            | -16,1          | 8,6         | 10,0        |
| Importations (en %)  | 4,7            | 3,1            | 2,4            | -12,2          | 9,0         | 10,4        |
| <b>Prix à la consommation (hors tabac, en %)</b>                                       | <b>1,0</b>     | <b>1,6</b>     | <b>0,9</b>     | <b>0,2</b>     | <b>1,4</b>  | <b>1,5</b>  |
| Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)         | -58            | -63            | -58            | -65            | -86         | -95         |
| <b>Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB)<sup>2</sup></b> | <b>-3,0</b>    | <b>-2,3</b>    | <b>-3,1</b>    | <b>-9,1</b>    | <b>-8,4</b> | <b>-4,8</b> |

CROISSANCE POUR 2022

INFLATION POUR 2022

Le niveau 2021 est sous estimé car cette dernière atteint 2,8% en novembre

## PLF 2021

| Taux de variation en volume, sauf indications contraires                               | 2017        | 2018        | 2019        | 2020         | 2021        |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| <b>Environnement international</b>   |             |             |             |              |             |
| Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)  | 2,3         | 3,0         | 2,2         | -5,2         | 3,0         |
| <b>Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)</b>                              | <b>2,7</b>  | <b>1,9</b>  | <b>1,3</b>  | <b>-7,9</b>  | <b>6,3</b>  |
| Inflation en zone euro (en %)  | 1,5         | 1,8         | 1,2         | 0,3          | 0,9         |
| Prix du baril de Brent (en dollars)  | 55          | 71          | 64          | 42           | 44          |
| Taux de change euro/dollar   | 1,13        | 1,18        | 1,12        | 1,13         | 1,16        |
| <b>Économie française</b>  |             |             |             |              |             |
| PIB total (valeur en milliards d'euros)  | 2 297,2     | 2 360,7     | 2 425,7     | 2 223,0      | 2 407,8     |
| <b>Variation en volume (en %)</b>  | <b>2,3</b>  | <b>1,8</b>  | <b>1,5</b>  | <b>-10,0</b> | <b>8,0</b>  |
| Variation en valeur (en %)   | 2,8         | 2,8         | 2,8         | -8,4         | 8,3         |
| <b>Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)<sup>1</sup></b>                         | <b>1,7</b>  | <b>1,3</b>  | <b>2,1</b>  | <b>-0,5</b>  | <b>1,5</b>  |
| Dépenses de consommation des ménages (en %)  | 1,5         | 0,9         | 1,5         | -8,0         | 6,2         |
| <b>Investissement des entreprises, hors construction (en %)</b>                        | <b>6,7</b>  | <b>4,2</b>  | <b>4,6</b>  | <b>-15,0</b> | <b>14,9</b> |
| Exportations (en %)  | 4,4         | 4,4         | 1,9         | -18,5        | 12,6        |
| Importations (en %)  | 4,5         | 3,1         | 2,5         | -11,5        | 8,2         |
| <b>Inflation (hors tabac, en %)</b>  | <b>1,0</b>  | <b>1,6</b>  | <b>0,9</b>  | <b>0,2</b>   | <b>0,6</b>  |
| Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)         | -58         | -63         | -57         | -79          | -68         |
| <b>Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB)<sup>2</sup></b> | <b>-3,0</b> | <b>-2,3</b> | <b>-3,0</b> | <b>-10,2</b> | <b>-6,7</b> |

Tableau 3 : Prévisions pour la France  
projet de loi de finances, OCDE, Commission européenne et FMI

|   | PLF pour 2022 |      |               | OCDE****<br>- sept. 2021 - |      |               | Commission européenne****<br>- juillet 2021 - |      | FMI ****<br>- juillet 2021 - |      |               |     |
|---|---------------|------|---------------|----------------------------|------|---------------|---|------|------------------------------|------|---------------|-----|
|   | 2021          | 2022 | 2022/2019 *** | 2021                       | 2022 | 2022/2019 *** | 2021  | 2022 | 2021                         | 2022 | 2022/2019 *** |     |
| Taux de croissance annuel (en %)            |               |      |               |                            |      |               |   |      |                              |      |               |     |
| PIB   | 6,0           | 4,0  | 1,5           | 6,3                        | 4,0  | 1,7           | 6,0   | 4,2  | 1,6                          | 5,8  | 4,2           | 1,4 |
| Indice des prix à la consommation harmonisé | 1,7*          | 1,6* | /             | 1,9                        | 1,4  | /             | 1,6   | 1,2  | /                            | n.d. | n.d.          | /   |
| Solde public (en points de PIB) **          | -8,4          | -4,8 | /             | n.d.                       | n.d. | /             | n.d.  | n.d. | /                            | n.d. | n.d.          | /   |

Une prévision de croissance et d'inflation en cohérence avec d'autres institutions. Mais les coûts de l'énergie vont relever les scénarios.

(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2022

### 3° PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

| En milliards d'euros,<br>comptabilité budgétaire   | Exécution<br>2017 | Exécution<br>2018 | Exécution<br>2019 | Exécution<br>2020 | LF1<br>2021   | Révisé<br>2021 | PLF<br>2022   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|----------------|---------------|
| <b>Dépenses nettes<sup>1</sup></b>   | <b>382,8</b>      | <b>386,2</b>      | <b>392,2</b>      | <b>443,4</b>      | <b>455,5</b>  | <b>494,8</b>   | <b>454,6</b>  |
| <i>dont dépenses du budget général</i>   | 322,6             | 325,2             | 330,3             | 377,7             | 384,9         | 424,7          | 385,0         |
| <i>dont prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales</i>                        | 43,8              | 40,3              | 40,9              | 42,0              | 43,4          | 43,7           | 43,2          |
| <i>dont prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne</i>                                   | 16,4              | 20,6              | 21,0              | 23,7              | 27,2          | 26,5           | 26,4          |
| <b>Recettes nettes</b>   | <b>309,5</b>      | <b>309,3</b>      | <b>295,3</b>      | <b>270,7</b>      | <b>283,2</b>  | <b>300,8</b>   | <b>310,9</b>  |
| <i>dont impôt sur le revenu</i>  | 73,0              | 73,0              | 71,7              | 74,0              | 73,3          | 77,0           | 82,4          |
| <i>dont impôt sur les sociétés</i>   | 35,7              | 27,4              | 33,5              | 36,3              | 31,0          | 36,4           | 39,5          |
| <i>dont taxe sur la valeur ajoutée<sup>2</sup></i>   | 152,4             | 156,7             | 129,0             | 113,8             | 85,5          | 92,4           | 97,5          |
| <i>dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques<sup>3</sup></i> | 10,1              | 12,1              | 11,3              | 6,9               | 17,1          | 17,5           | 18,4          |
| <i>dont autres recettes fiscales</i>   | 24,4              | 26,2              | 35,8              | 25,0              | 51,1          | 55,3           | 54,4          |
| <i>dont recettes non fiscales</i>  | 13,8              | 13,9              | 14,0              | 14,8              | 25,3          | 22,2           | 18,9          |
| <b>Solde des budgets annexes</b>   | <b>0,1</b>        | <b>0,1</b>        | <b>0,2</b>        | <b>0,0</b>        | <b>0,0</b>    | <b>0,1</b>     | <b>0,0</b>    |
| <b>Solde des comptes spéciaux</b>  | <b>5,5</b>        | <b>0,8</b>        | <b>4,1</b>        | <b>-5,4</b>       | <b>-0,9</b>   | <b>-3,5</b>    | <b>0,3</b>    |
| <b>SOLDE GÉNÉRAL</b>   | <b>-67,7</b>      | <b>-76,0</b>      | <b>-92,7</b>      | <b>-178,1</b>     | <b>-173,3</b> | <b>-197,4</b>  | <b>-143,4</b> |

Cette prévision intéresse les EPCI dans le cadre de l'évolution de la fraction de TVA en 2022 qui vient compenser la perte de la taxe d'habitation de 2020 soit +5,5%

#### SOLDE GENERAL DU BUDGET DE L'ETAT 2022

| En milliards d'euros,<br>comptabilité nationale   | Exécution<br>2017 | Exécution<br>2018 | Exécution<br>2019 | Exécution<br>2020 | Révisé<br>2021 | Prévision<br>2022 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| <b>Solde des administrations publiques (en % de PIB)</b>  | <b>-3,0</b>       | <b>-2,3</b>       | <b>-2,2*</b>      | <b>-9,1</b>       | <b>-8,4</b>    | <b>-4,8</b>       |
| <i>dont Etat</i>  | -3,1              | -2,8              | -3,5              | -7,8              | -6,7           | -5,0              |
| <i>dont organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>  | -0,2              | -0,1              | -0,1              | 1,0               | -0,1           | 0,3               |
| <i>dont administrations publiques locales (APUL)</i>  | 0,1               | 0,1               | 0,0               | -0,2              | -0,2           | -0,1              |
| <i>dont administrations de sécurité sociale (ASSO)</i>  | 0,2               | 0,5               | 0,6               | -2,1              | -1,4           | 0,0               |
| <i>Pour mémoire : effet de la transformation du CICE en allègements pérennes de cotisations sociales</i>                |                   |                   | -0,9              |                   |                |                   |
| <b>Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)</b>   | <b>-2,4</b>       | <b>-2,3</b>       | <b>-2,5</b>       | <b>-1,3</b>       | <b>-5,8</b>    | <b>-3,7</b>       |
| Ajustement structurel   | 0,3               | 0,2               | -0,2              | 1,2               | -4,5           | 2,1               |
| <b>Dette publique (en % de PIB)</b>   | <b>98,1</b>       | <b>97,8</b>       | <b>97,5</b>       | <b>115,0</b>      | <b>115,6</b>   | <b>114,0</b>      |
| <b>Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt (en % de PIB)</b>   | <b>45,1</b>       | <b>44,7</b>       | <b>43,8</b>       | <b>44,5</b>       | <b>43,7</b>    | <b>43,5</b>       |
| <b>Dépenses publiques hors crédits d'impôt** (% de PIB)</b>   | <b>55,1</b>       | <b>54,0</b>       | <b>53,8</b>       | <b>60,8</b>       | <b>59,9</b>    | <b>55,6</b>       |
| <b>Taux de croissance des dépenses publiques** (en volume)</b>  | <b>1,5</b>        | <b>-0,9</b>       | <b>1,9</b>        | <b>6,6</b>        | <b>3,4</b>     | <b>-3,5</b>       |
| <i>... retraité de la création de France compétences en 2019 et des mesures d'urgence et de relance en 2020 et 2021</i> | 1,5               | -0,9              | 1,4               | 1,2               | 2,1            | 0,8               |
| IPC hors tabac (%)  | 1,0               | 1,6               | 0,9               | 0,2               | 1,4            | 1,5               |
| Croissance du PIB en volume (%)**   | 2,3               | 1,9               | 1,8               | -7,9              | 6,0            | 4,0               |

Le déficit 2022 devrait s'établir à 4,8 points de PIB

Le déficit 2021 a été corrigé à 8,4% du PIB.

#### LA PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES

(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2022

# 1- LA REVALORISATION DES BASES en 2022

La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre 2020 et novembre 2021 de l'indice des prix à la consommation harmonisé.

La revalorisation a été de 0,2% en 2021. Pour 2022, l'IPCH sur la période de novembre 2020 à novembre 2021 atteint selon les données provisoires de l'INSEE 3,4%.

LF 2022

Les bases des locaux industriels devraient être également revalorisées dans le cadre des nouvelles compensations fiscales consécutives à la réduction de moitié des valeurs locatives en 2021.

Compte tenu de la crise sanitaire, l'ensemble des bases n' pas été évalué à temps aussi une correction du produit de la taxe d'habitation pris en compte pour les EPCI dans la base de calcul de la fraction de TVA et dans le coefficient correcteur pour les communes va intervenir avec la prise en compte de rôles supplémentaires de taxe d'habitation émis jusqu'au 15 novembre 2021.

## 2 - UNE NOUVELLE COMPENSATION DES EXONERATIONS DE FONCIER BATI POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX

LF 2022

La loi de finances **prévoit une nouvelle compensation fiscale à destination des communes et EPCI qui va assurer une compensation intégrale pendant 10 ans des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties**, dont bénéficie la production de logements sociaux, pour tous les logements locatifs sociaux **faisant l'objet d'un agrément entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 30 juin 2026**.

**Cette mesure qui vise à soutenir la relance sur la construction de logements sociaux** reste en décalage avec les durées d'exonérations.

**Un rapport d'étape sera réalisé avant le 30 septembre 2024** et mesurera l'efficacité de la mesure sur la production de logements sociaux .

### 3 - UNE STABILISATION DE L'ENVELOPPE NATIONALE DE LA DGF EN 2022

**Le montant de la DGF pour 2022 est gelé à 26,8 milliards €, soit le niveau de 2018.**

**Les dotations de péréquation des communes seront en progression en 2022 de 190 M€** avec un **abondement de 10 M€ par rapport à 2021** et **la DGF des EPCI de 30 M€**. Ces progressions seront financées en interne par les écrêtements effectués sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

**En conséquence**, les situations individuelles des communes et EPCI se traduiront par des hausses et des baisses en fonction de leurs caractéristiques propres.

LF 2022

| en milliards           | DGF         | Evolution n/n-1 |
|------------------------|-------------|-----------------|
| <b>2013</b>            | <b>41,5</b> |                 |
| <b>2014</b>            | <b>40,0</b> | <b>-1,5</b>     |
| <b>2015</b>            | <b>37,2</b> | <b>-2,8</b>     |
| <b>2016</b>            | <b>33,6</b> | <b>-3,7</b>     |
| <b>2017</b>            | <b>30,9</b> | <b>-2,7</b>     |
| <b>TOTAL 2017/2014</b> |             | <b>-10,0</b>    |
| <b>2018</b>            | <b>26,9</b> | <b>-4,0</b>     |
| <b>2019</b>            | <b>26,9</b> | <b>0</b>        |
| <b>2020</b>            | <b>26,9</b> | <b>0</b>        |
| <b>2021</b>            | <b>26,9</b> | <b>0</b>        |
| <b>2022</b>            | <b>26,9</b> | <b>0</b>        |

Effet du prélèvement pour le redressement des finances publiques 2015-2017

Effet transfert TVA aux Régions

5<sup>ème</sup> année  
de stabilisation  
de l'enveloppe

## 4 - LA DOTATION FORFAITAIRE EN 2022

La dotation forfaitaire de 2022 conserve les principaux dispositifs des années précédentes avec 3 composants mais avec une adaptation du niveau de l'écrêtement

### DOTATION FORFAITAIRE 2022

|  |  |
|--|--|
| <b>DOTATION FORFAITAIRE n-1</b>  | Cette part pérennise les effets des baisses des années précédentes prélevement pour le redressement des finances publiques et écrêtement.  |
| <b>PART VARIABLE POPULATION</b>  | <b>Evolution de la population N/ N-1</b><br>Montants compris entre 64,46 € et 128,93€ ( moins de 500 hab et plus de 200 000 habitants); Croissance logarithmique entre 1 et 2.   |
| <b>DISPOSITIF DE FINANCEMENT DES REDISTRIBUTIONS INTERNES A LA DGF "ECRETEMENT "</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'écrêtement si le potentiel fiscal / hab. de la commune est inférieur à 85% du potentiel fiscal moyen contre 75% en 2021 soit 557 € contre 491€ en 2021.</li> <li>- Modification du système de plafonnement à partir de 2017 avec une diminution jusqu'à 1% des recettes réelles n-2, si le potentiel fiscal / hab. est supérieur ou égal à 85% du potentiel fiscal moyen</li> </ul> |

Les montants individuels 2022 pourront être impactés, comme chaque année, par les règles habituelles de calcul de la DGF, soit les variations de population et par l'écrêtement susceptible de s'appliquer à la dotation forfaitaire pour financer notamment la hausse de la DSU et de la DSR.

60% des communes ont été écrêtées en 2021 (20 850 communes).

Le seuil de l'écrêtement est relevé de 75% à 85% du potentiel fiscal moyen en 2022, ce qui va entraîner un effet favorable pour environ 3000 communes qui vont échapper à ce dernier, mais cette mesure sera financée par les autres communes qui restent contributrices.

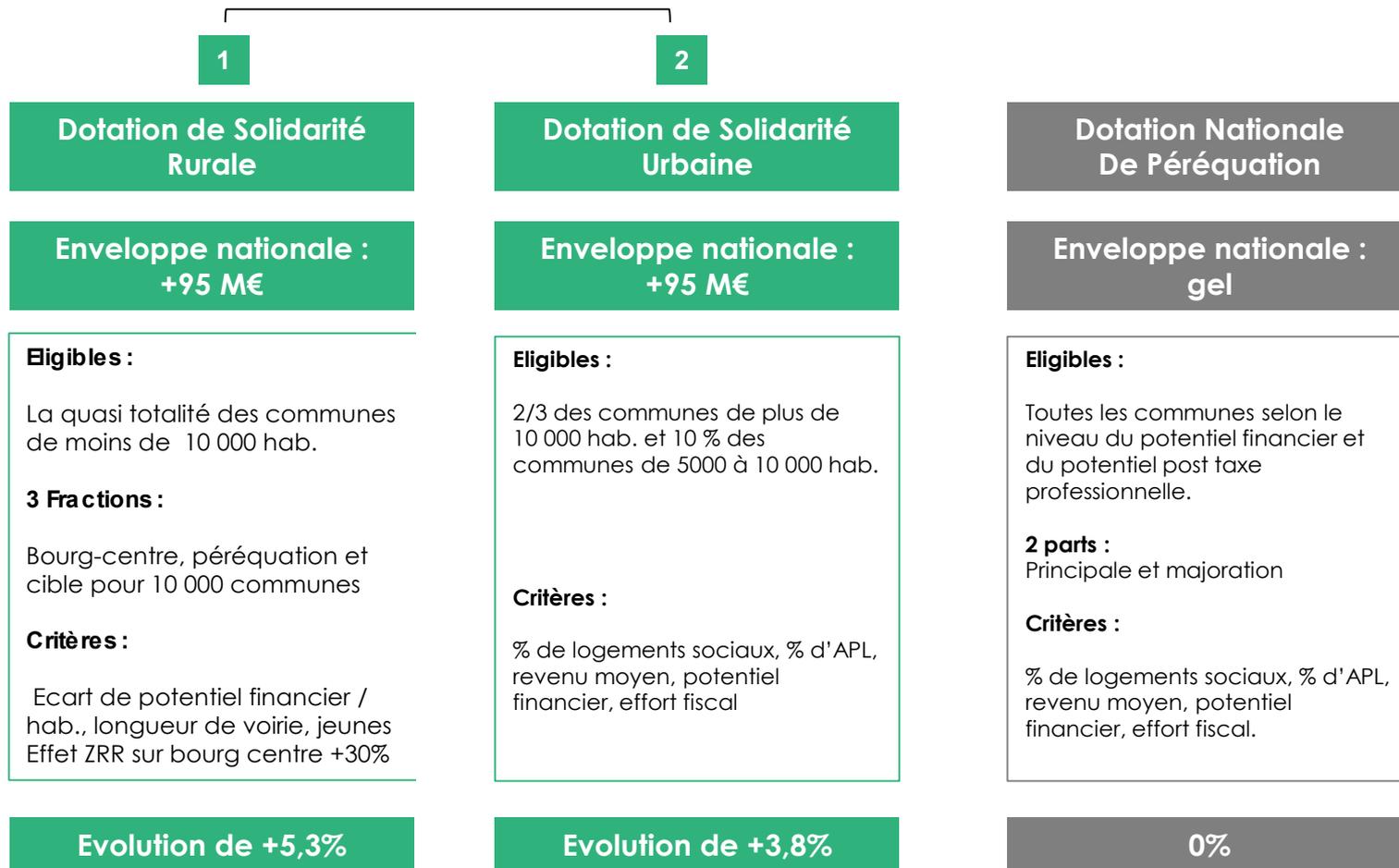
L'écrêtement n'a pas de limite de durée mais son montant ne peut excéder le montant de la dotation forfaitaire.

LF 2022

LF 2022

## EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE EN 2022 : + 190 MILLIONS D'EUROS

LF 2022



En 2021 la hausse de 90 M€ a entraîné une augmentation des enveloppes de :

- 6,11% DSR Bourg centre
- 1,21% DSR Péréquation
- 9,86% DSR Cible

Financement des mesures :

Cette augmentation est financée par les collectivités elles-mêmes par le dispositif d'écrêtement de la dotation forfaitaire et sur la dotation de compensation des EPCI.

## 6 - LA DGF DES COMMUNES NOUVELLES

### Les dispositions principales de la DGF des communes nouvelles en 2021 :

- Il est prévu depuis la loi de finances pour 2020 pour les communes nouvelles regroupant 150 000 habitants au plus créées après mars 2020 **le maintien de toutes les dotations des communes sur une période de trois ans** à compter de la création de la commune nouvelle. **Avec le bénéfice d'une dotation d'amorçage de 6€/ habitant** en remplacement de la majoration de 5% des montants de la dotation forfaitaire n-1 des communes.
- **La DSR des communes nouvelles créées entre 2013 et 2017** qui ont bénéficié d'une garantie sans limitation de durée sera gelée entre 2020 et 2022 et prendra fin en 2023.
- **Les communes-communautés créées après mars 2020 regroupant 150 000 habitants au plus** et qui n'adhèrent pas à un EPCI bénéficieront pendant 3 ans d'une garantie du niveau de la dotation forfaitaire n-1 des communes et de la dotation de compensation du groupement.

Elles bénéficieront également d'une dotation de compétences communales en remplacement de la dotation de consolidation qui évoluera en fonction de la population.

- La loi de finances 2022 **prévoit pour les communes nouvelles créées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 lorsqu'elles ne regroupent que des communes dont la population est inférieure ou égale à 3500 habitants d'augmenter la dotation d'amorçage de 4 € et d'atteindre ainsi 10 €/habitant**. Cette augmentation est financée par écrêtement de la dotation forfaitaire.

- La loi de finances 2022 **visé à permettre à certaines communes nouvelles qui ont, du fait de la fusion, dépassé le seuil de 10 000 habitants, et qui peuvent néanmoins être qualifiées de rurales au regard de critères objectifs de l'INSEE, d'être éligible à la dotation de solidarité rurale** ce qui emporterait alors leur inéligibilité à la dotation de solidarité urbaine.

- **Les communes nouvelles de plus de 10 000 habitants resteraient éligibles à la DSR ( aux 3 fractions) sous 2 conditions :**

\* **Ne pas regrouper une commune fondatrice de plus de 10 000 habitants**

\* **et être classée peu dense par l'INSEE. La population est prise en compte dans la limite de 10 000 habitants.**

LF 2022

LF 2022

## 7 - LA REVISION DES CRITERES DE REPARTITION DES DOTATIONS

**La suppression de la taxe d'habitation en 2021 ainsi que la réforme des valeurs locatives des établissements industriels** modifient les ressources en 2021 des communes et EPCI et donc les critères utilisés pour la répartition des dotations et fonds de péréquation en 2022.

**La loi de finances pour 2021 a prévu un dispositif de neutralisation** de ces effets qui entrera en vigueur en 2022 et pourra encore faire l'objet d'aménagements dans le cadre du PLF 2022.

**Les indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier, potentiel financier agrégé du territoire, effort fiscal)** de chaque commune ou ensemble intercommunal seront « majorés ou minorés d'une fraction de correction visant à égaliser les variations de ces indicateurs ».

**Les texte prévoit une suppression progressive de ces ajustements** avec un coefficient de 90% applicable en 2023 sur les corrections de 2022, et à partir de 2024 le coefficient est égale à 80%, puis il diminue de 20 points par an sur les 4 exercices suivants.

La loi de finances 2022 prévoit une modification du **potentiel fiscal et financier des communes et du potentiel financier agrégé** avec l'intégration dans le calcul de :

- **La taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (DMTO)** avec la prise en compte de la moyenne des 3 dernières années,
- **la taxe locale sur la publicité extérieure,**
- **l'imposition forfaitaire sur les pylônes électriques**
- **la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires**
- **la taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires**

**Un mécanisme de correction dont les modalités seront fixées par décret permettra une totale neutralisation pour l'exercice 2022.**

LF 2022

## 7 - LA REVISION DES CRITERES DE REPARTITION DES DOTATIONS

La loi de finances 2022 **prévoit une modification du calcul de l'effort fiscal**

LF 2022

La loi de finances propose de simplifier le calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé tout en changeant son approche : il fait ainsi de celui-ci, jusqu'alors **centré sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune, un indicateur centré sur les produits perçus par la commune elle-même.**

L'objectif poursuivi par l'indicateur serait désormais de comparer les impôts effectivement levés par une commune aux impôts qu'elle pourrait lever si elle appliquait les taux moyens d'imposition, en cohérence avec l'utilisation faite de cet indicateur dans le calcul des dotations.

### FORMULE 2021

$$\frac{\text{Produit FB+FNB+TH ( commune et EPCI} \\ \text{+Taxe additionnelle au FNB} \\ \text{+TEOM OU REOM}}{\text{Potentiel 3 taxes}}$$

Potentiel 3 taxes



### FORMULE 2022

$$\frac{\text{Produit FB+FNB+TH sur les résidences secondaires} \\ \text{déterminés avec les taux communaux}}{\text{Produit FB+FNB+TH sur les résidences secondaires} \\ \text{déterminés avec les taux moyens}}$$

Produit FB+FNB+TH sur les résidences secondaires  
déterminés avec les taux moyens

**Le nouvel indicateur 2022** n'intégrerait plus les données intercommunales et le financement des ordures ménagères

**Un mécanisme de lissage dans le temps dont les modalités seront fixées par décret permettra une totale neutralisation pour l'exercice 2022.**

## 8 - LE PARTAGE DE LA TAXE D'AMENAGEMENT ENTRE COMMUNES et EPCI

La loi de finances 2022 vise à **clarifier les modalités de partage de la taxe d'aménagement entre l'EPCI et ses communes membres lorsque tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'EPCI dont elle est membre**, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences.

LF 2022

**Dans l'état actuel du droit, il est prévu que le produit de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par les EPCI à fiscalité propre doit être reversé** aux communes membres au prorata des charges de financement des équipements qu'elles préservent.

**Cependant, le législateur a omis d'organiser à ce jour le parallélisme des formes** lorsque la perception de la taxe d'aménagement demeure communale, et qu'une part du financement des équipements générateurs de la taxe d'aménagement relève de la communauté. Le reversement n'est pas de plein droit.

**Afin de corriger cette asymétrie**, et dans un souci d'égalité, l'amendement propose d'appliquer le même principe lorsque la taxe d'aménagement est perçue par la commune que lorsqu'elle est perçue par l'intercommunalité : **à savoir le partage du produit au prorata des dépenses constatées de chacun.**

Extrait article L331-2 du code de l'urbanisme **et amendement en vert**



« tout ou partie de la taxe perçue par la commune ~~peut être~~ **est** reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, **compte tenu de la charge des équipements publics relevant**, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités.

**1 - Analyse financière 2018-2021**

**2 - Les principales mesures de la loi de finances 2022**

**3 - Analyse prospective 2021-2025**

|   | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Charges à caractère général</b>          | <b>2 026</b> | <b>2 066</b> | <b>2 108</b> | <b>2 150</b> | <b>2 193</b> |
| <b>Charges de personnel</b>                 | <b>5 847</b> | <b>5 900</b> | <b>6 018</b> | <b>6 138</b> | <b>6 261</b> |
| <b>Autres charges de gestion courante</b>   | <b>539</b>   | <b>597</b>   | <b>594</b>   | <b>600</b>   | <b>606</b>   |
| Redevances                                  | 5,3          | 5,3          | 5,3          | 5,3          | 5,3          |
| Indemnités élus et retraites                | 125          | 126          | 128          | 129          | 130          |
| Créances admises en non valeurs             | 0            | 12           | 2            | 2            | 2            |
| Groupement de rattachement                  | 9            | 9            | 9            | 9            | 9            |
| <b>SDIS</b>                                 | 0            | 0            | 0            | 0            | 0            |
| organismes de regroupement                  | <b>38</b>    | <b>39</b>    | <b>40</b>    | <b>42</b>    | <b>43</b>    |
| Contributions au fonds de compensation      | 2,4          | 2            | 2            | 2            | 2            |
| contributions obligatoires                  | 14           | 14           | 15           | 15           | 15           |
| <b>CCAS</b>                                 | <b>80</b>    | <b>67</b>    | <b>67</b>    | <b>67</b>    | <b>67</b>    |
| <b>Associations</b>                         | <b>266</b>   | <b>325</b>   | <b>328</b>   | <b>332</b>   | <b>335</b>   |
| Autres charges financières                  | 0            | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>FPIC</b>                                 | <b>171</b>   | <b>172</b>   | <b>174</b>   | <b>176</b>   | <b>178</b>   |
| <b>Provisions</b>                           | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>Charges exceptionnelles</b>              | <b>5</b>     | <b>5</b>     | <b>5</b>     | <b>5</b>     | <b>5</b>     |
| <b>Total dépenses réelles sauf intérêts</b> | <b>8 588</b> | <b>8 743</b> | <b>8 901</b> | <b>9 071</b> | <b>9 245</b> |
| Evolution en €                              | -17          | 155          | 157          | 171          | 174          |
| Evolution en %                              | -0,2%        | 1,8%         | 1,8%         | 1,9%         | 1,9%         |

**Les charges à caractère général** : la prospective teste à partir de 2022 les effets d'une augmentation des coûts de l'énergie avec une évolution annuelle de 2%.

**Les charges de personnel** sont déterminées à partir des données communiquées par la commune pour 2022. La projection intègre une évolution annuelle de +2% afin de couvrir le « GVT ».

**Les subventions aux associations progressent de +1%/an après 2022.**

**Les données du FPIC ont été simulées à partir de l'évolution de l'enveloppe nationale prévue par la loi de finances pour 2022.**

|   | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Produits des services</b>                        | <b>399</b>    | <b>350</b>    | <b>352</b>    | <b>354</b>    | <b>355</b>    |
| <b>IMPOTS ET TAXES</b>                              | <b>9 257</b>  | <b>9 439</b>  | <b>9 538</b>  | <b>9 681</b>  | <b>9 827</b>  |
| <b>Produit de la fiscalité directe</b>              | <b>5 182</b>  | <b>5 391</b>  | <b>5 525</b>  | <b>5 663</b>  | <b>5 805</b>  |
| 7318 rôles supplémentaires                          | -26           | 0             | 0             | 0             | 0             |
| TH résidences secondaires                           | 51            | 53            | 54            | 55            | 56            |
| <b>Attribution de compensation</b>                  | <b>1 348</b>  |
| <b>Dotation de solidarité</b>                       | <b>1 651</b>  |
| <b>Taxe électricité</b>                             | <b>143</b>    | <b>144</b>    | <b>145</b>    | <b>147</b>    | <b>148</b>    |
| <b>Pylones</b>                                      | <b>45</b>     | <b>46</b>     | <b>48</b>     | <b>49</b>     | <b>50</b>     |
| <b>Taxe locale sur la publicité extérieure</b>      | <b>249</b>    | <b>240</b>    | <b>240</b>    | <b>240</b>    | <b>240</b>    |
| <b>Taxe de séjour</b>                               | <b>142</b>    | <b>140</b>    | <b>151</b>    | <b>152</b>    | <b>153</b>    |
| <b>FNGIR</b>  | <b>26,5</b>   | <b>26,5</b>   | <b>26,5</b>   | <b>26,5</b>   | <b>26,5</b>   |
| <b>DMTO</b>   | <b>448</b>    | <b>400</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    |
| <b>DOTATIONS ET SUBVENTIONS</b>                     | <b>1 179</b>  | <b>1 138</b>  | <b>1 132</b>  | <b>1 102</b>  | <b>1 072</b>  |
| <b>DGF-Dotation Forfaitaire</b>                     | <b>567</b>    | <b>535</b>    | <b>500</b>    | <b>465</b>    | <b>430</b>    |
| <b>DSR</b>  | <b>105</b>    | <b>106</b>    | <b>107</b>    | <b>108</b>    | <b>109</b>    |
| Emplois aidés                                       | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
| <b>Compensations FNB</b>                            | <b>2,1</b>    | <b>2,1</b>    | <b>2,1</b>    | <b>2,1</b>    | <b>2,1</b>    |
| <b>Compensations FB</b>                             | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     |
| <b>Compensations FB entreprises ind.</b>            | <b>91</b>     | <b>94</b>     | <b>96</b>     | <b>98</b>     | <b>100</b>    |
| <b>Participations autres organismes 7478</b>        | <b>325</b>    | <b>325</b>    | <b>351</b>    | <b>352</b>    | <b>353</b>    |
| Autres-fonds de soutien                             | 42            | 30            | 30            | 30            | 30            |
| FCTVA   | 10            | 10            | 10            | 10            | 10            |
| compensations diverses                              | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
| Subvention région                                   | 1,4           | 0             | 0             | 0             | 0             |
| Subvention département                              | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
| Communes  | 18            | 18            | 18            | 18            | 18            |
| <b>Revenu des immeubles</b>                         | <b>32</b>     | <b>32</b>     | <b>32</b>     | <b>32</b>     | <b>32</b>     |
| <b>Revenu des immeubles MAEPA</b>                   | <b>235</b>    | <b>235</b>    | <b>235</b>    | <b>235</b>    | <b>235</b>    |
| <b>Remboursement frais de personnel</b>             | <b>277</b>    | <b>120</b>    | <b>120</b>    | <b>120</b>    | <b>120</b>    |
| Produits financiers                                 | 0,0           | 0             | 0             | 0             | 0             |
| <b>Cessions</b>                                     | <b>12</b>     | <b>150</b>    | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>Travaux en régie</b>                             | <b>70</b>     | <b>70</b>     | <b>70</b>     | <b>70</b>     | <b>70</b>     |
| <b>Recettes exceptionnelles</b>                     | <b>3</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>Total recettes réelles avec travaux en régie</b> | <b>11 465</b> | <b>11 534</b> | <b>11 478</b> | <b>11 593</b> | <b>11 711</b> |

Evolution en € 191 69 - 56 114 118  
Evolution en % 1,7% 0,6% -0,5% 1,0% 1,0%

Pression fiscale stable sur la période

Données fiscales avec la réforme de la taxe d'habitation en 2021 et l'introduction d'une nouvelle compensation fiscale relative à la diminution de moitié de la valeur locative des entreprises classées « industrielles ».

DSC de la CARENE stable sur la période après 2022

DMTO très élevés en 2021 & 2022

Attention à la baisse régulière de la dotation forfaitaire liée à l'écrêtement renforcé.

## LE NOUVEAU SCHEMA DE FINANCEMENT POUR LES COLLECTIVITES A PARTIR DE 2021

1

### COMMUNES

- Perte de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales en 2021.
- Transfert du taux départemental 2020 de taxe foncière en 2021.
- Un nouveau dispositif de compensation doit permettre de neutraliser les effets de la suppression du produit de la TH.
- Le système va déterminer l'écart de compensation entre la TH perdue et le FB gagné.
- Un coefficient correcteur viendra alors corrigé le nouveau produit de foncier bâti pour assurer une neutralité financière à la commune.

2

### EPCI

- Perte de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales en 2021.
- Compensation de la perte de la TH sous la forme d'une fraction de TVA.
- Ce montant évoluera chaque année à partir de 2022 comme le produit de la TVA prévisionnelle de l'année et non en fonction de la TVA de l'année précédente (Il s'agit d'une modification introduite dans le PLF 2021 qui modifie le dispositif initial de la loi de finances pour 2020 pour corriger les effets du rebond de TVA attendu en 2021 qui aurait dû être accordé en 2022 aux EPCI).

- Adaptation des règles d'évolution et de plafonnement des taux à partir de 2021
- Nouveau dispositif en matière d'exonérations mais suspension du pouvoir de modification de l'assiette du foncier bâti en 2021 (exonérations et abattements)

### 1- Le foncier bâti en 2022 ( maison avec un revenu cadastral moyen)

Revenu cadastral actualisé de 3,4% en 2022

| IMPOT LOCAL               |              |              |                  | 2021   | 2022        |             |
|---------------------------|--------------|--------------|------------------|--|-------------|-------------|
| <b>Foncier bâti</b>       | <b>2021</b>  | <b>2022</b>  | <b>Evolution</b> | <b>FB revenu cadastral ( à partir de la valeur locative moyenne)</b> | <b>1685</b> | <b>1743</b> |
| Commune                   | 44,38        | 44,38        | 0,0%             | Cotisation Commune   | 748         | 773         |
| intercommunalité          | 0,00         | 0,00         | #DIV/0!          | Cotisation intercommunalité  | 0           | 0           |
|                           |              |              |                  | <b>Cotisation totale FB après frais de gestion</b>                   | <b>748</b>  | <b>773</b>  |
|                           |              |              |                  | évolution en €   |             | 25,4        |
| <b>Total (hors frais)</b> | <b>44,38</b> | <b>44,38</b> | <b>0,00%</b>     | évolution en %   |             | 3,4%        |

EFFET MENSUEL 2,1

### 2- Une partie des contribuables vont acquitter une TAXE D'HABITATION à l'ETAT en 2022 et bénéficier d'une baisse de -65% par rapport au niveau de 2020 et -50% par rapport à 2021

| IMPOT NATIONAL 2021-2022  |              |                     | Poids des foyers fiscaux qui acquitteront une TH en 2021 & 2022 |  | 2021        | 2022        |
|---------------------------|--------------|---------------------|---|--|-------------|-------------|
|                           |              |                     |   |  |             | 25%         |
| <b>Taxe d'habitation</b>  | <b>2021</b>  | <b>2022</b>         |   | <b>TAXE D'HABITATION ENCAISSEE PAR L'ETAT</b>        | <b>2021</b> | <b>2022</b> |
| Etat part commune         | 20,70        | 20,70               |   | Valeur locative élevée                               | 4 500       | 4 500       |
| Etat part CDC             | 7,78         | 7,78                |   | Cotisation Commune                                   | 652         | 326         |
|                           |              | <b>TAUX BLOQUES</b> |   | Cotisation CDC                                       | 245         | 123         |
|                           |              |                     |   | <b>Exonération de 65% en 2022 par rapport à 2020</b> |             |             |
| <b>Total (hors frais)</b> | <b>28,48</b> | <b>28,48</b>        |   | <b>Cotisation totale TH après frais de gestion</b>   | <b>897</b>  | <b>449</b>  |
|                           |              |                     |   | évolution en €                                       |             | -449        |
|                           |              |                     |   | évolution en %                                       |             | -50%        |

### 1 2021 : produit avant mécanisme de correction

|                                   | 2020  | 2021   |
|-----------------------------------|-------|--------|
| <b>Evolution de la base n/n-1</b> |       |        |
| Taxe d'habitation                 | 1,2%  |        |
| Taxe foncier bâti                 | 3,2%  | 1,5%   |
| Taxe foncier non bâti             | 0,2%  | 0,3%   |
| <b>Base</b>                       |       |        |
| Taxe d'habitation                 | 9 895 |        |
| Taxe foncier bâti                 | 9 909 | 10 059 |
| Taxe foncier non bâti             | 51    | 51     |

|                         | 2020  | 2021  |
|-------------------------|-------|-------|
| Taux TH                 | 20,70 |       |
| Taux TFB                | 29,38 | 44,38 |
| Taux TFNB               | 60,76 | 60,76 |
| Evolution du taux de FB | 0,0%  | 51,1% |

|  | 2020         | 2021         |
|--|--------------|--------------|
| En milliers d'euros                          |              |              |
| Produit TH                                   | 2 048        |              |
| Produit TFB                                  | 2 911        | 4 464        |
| Produit TFNB                                 | 31           | 31           |
| <b>Produit total</b>                         | <b>4 990</b> | <b>4 495</b> |
| Evolution du produit total (n/n-1) en %      | 2,3%         | -9,9%        |
| Evolution du produit total (n/n-1) en valeur | 114          | -496         |

Pour le FB les taux départementaux et communaux sont additionnés en 2021

La base de foncier bâti 2021 subit les effets de l'article 29 de la loi de finances 2021 qui prévoit une diminution de moitié de la base des établissements industriels, avec la mise en place d'une nouvelle compensation fiscale qui viendra compenser l'effet de diminution de la valeur locative des établissements industriels mais avec la prise en compte du taux 2020.

2

### 2- Evaluation foncier bâti sur entrep. Ind.

|  |            |
|--|------------|
| Base totale foncier bâti 2020                      | 9 909      |
| <b>Base éta b indust. en 2020</b>                  | <b>432</b> |
| Poids éta b. Ind.                                  | 4,36%      |
| <b>Base entrep. indus. 2020 diminuée de moitié</b> | <b>216</b> |
| <b>Base entrep ind 2021 simulée</b>                | <b>205</b> |
| Taux FB 2020                                       | 44,38%     |
| <b>Compensation Eta b Ind.</b>                     | <b>91</b>  |

Nouvelle compensation fiscale 2021 qui neutralise la diminution de la base du foncier bâti des entreprises industrielles

## 3 2022-2025 : produit après mécanisme de correction

|   |                                 | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025   |
|---|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------|
| Caractéristiques fiscales                         | BASES en K€                     |              |              |              |              |        |
|   | Taxe foncier bâti               | 10 059       | 10 466       | 10 728       | 10 996       | 11 271 |
|   | Taxe foncier non bâti           | 51           | 52           | 53           | 54           | 55     |
|   | Evolution de la base n/n-1 en % |              |              |              |              |        |
|   | Taxe foncier bâti               | 1,5%         | 4,1%         | 2,5%         | 2,5%         | 2,5%   |
|   | Taxe foncier non bâti           | 0,3%         | 3,0%         | 2,0%         | 2,0%         | 2,0%   |
|   | TAUX en points                  |              |              |              |              |        |
|   | Taxe foncier bâti               | 44,38        | 44,38        | 44,38        | 44,38        | 44,38  |
|   | Taxe foncier non bâti           | 60,76        | 60,76        | 60,76        | 60,76        | 60,76  |
|   | Produit Taxe foncier bâti       | 4 464        | 4 645        | 4 761        | 4 880        | 5 002  |
| Produit Taxe foncier non bâti                     | 31                              | 32           | 32           | 33           | 34           |        |
| <b>Produit 2 Taxes. (1)</b>                       | <b>4 495</b>                    | <b>4 677</b> | <b>4 793</b> | <b>4 913</b> | <b>5 036</b> |        |
| Evolution (n/n-1) en valeur                       | -496                            | 182          | 117          | 120          | 123          |        |
| Evolution (n/n-1) en %                            | -10%                            | 4,0%         | 2,5%         | 2,5%         | 2,5%         |        |
| <b>Coefficient correcteur (2)</b>                 | <b>687</b>                      | <b>714</b>   | <b>732</b>   | <b>750</b>   | <b>769</b>   |        |
| Evolution (n/n-1) en valeur                       |                                 | 27,7         | 17,8         | 18,2         | 18,7         |        |
| Evolution (n/n-1) en %                            |                                 | 4,0%         | 2,5%         | 2,5%         | 2,5%         |        |
| <b>Produit 2 taxes après complément ou min</b>    | <b>5 182</b>                    | <b>5 391</b> | <b>5 525</b> | <b>5 663</b> | <b>5 805</b> |        |
| Evolution (n/n-1) en valeur                       |                                 | 209          | 135          | 138          | 141          |        |
| Evolution (n/n-1) en %                            |                                 | 4,0%         | 2,5%         | 2,5%         | 2,5%         |        |
| <b>Compen. FB entreprises industrielles (4)</b>   | <b>91</b>                       | <b>94</b>    | <b>96</b>    | <b>98</b>    | <b>100</b>   |        |
| Base TH résidences secondaires                    | 245                             | 254          | 259          | 264          | 269          |        |
| Taux 2020   | 20,70%                          | 20,70%       | 20,70%       | 20,70%       | 20,70%       |        |
| <b>Produit TH résidences secondaires (6)</b>      | <b>51</b>                       | <b>53</b>    | <b>54</b>    | <b>55</b>    | <b>56</b>    |        |
| <b>Produit 2 taxes +coef correct+ TH résidenc</b> | <b>5 232</b>                    | <b>5 443</b> | <b>5 579</b> | <b>5 718</b> | <b>5 860</b> |        |
| Evolution (n/n-1) en valeur                       |                                 | 211          | 136          | 139          | 142          |        |
| Evolution (n/n-1) en %                            |                                 | 4,0%         | 2,5%         | 2,5%         | 2,5%         |        |

### Calcul écart de compensation à partir des données de 2020

|   |              |
|---|--------------|
| Produit TH résid principales                  | 2 013        |
| Taux 2017                                     | 20,70%       |
| Compensation fiscale TH 2020                  | 188          |
| Rôles supplémentaires                         | 4,501        |
| <b>Total produit TH+comp+rôles suppl.</b>     | <b>2 205</b> |
| Produit FB reçu du département                | 1 536        |
| Taux 2020 du département                      | 15,00%       |
| Compensation fiscale                          | 0,925        |
| Rôles supplémentaires                         | 0            |
| <b>Total produit reçu du département</b>      | <b>1 537</b> |
| <b>Taux FB global 2020</b>                    | <b>44,38</b> |
| <b>Total produit FB commune et Dép.</b>       | <b>4 448</b> |
| <b>Ecart de compensation TH-FB reçu du Dp</b> | <b>668</b>   |
| <b>Coefficient correcteur</b>                 | <b>1,15</b>  |
| <b>Coefficient correcteur -1</b>              | <b>0,15</b>  |

Produit fiscal  
2 taxes après  
coefficient

TH résidences  
secondaires

Le tableau ci-dessus décrit le calcul du coefficient correcteur qui va corriger les effets de la suppression de la taxe d'habitation et de transfert du foncier bâti.

**Le coefficient correcteur est déterminé à partir des données de 2020 pour une application en 2021.**

**Il sera figé dans le temps mais le complément ou la retenue évolueront comme la dynamique des bases du foncier bâti.**

**Le nouveau produit fiscal** correspond au produit fiscal après application du coefficient correcteur + le produit de TH des résidences secondaires

### 3- LA DOTATION FORFAITAIRE EN 2022

La dotation forfaitaire de 2022 conserve les principaux dispositifs des années précédentes avec 3 composants mais avec une adaptation du niveau de l'écrêtement

#### DOTATION FORFAITAIRE 2022

|  |  |
|--|--|
| <b>DOTATION FORFAITAIRE n-1</b>  | Cette part pérennise les effets des baisses des années précédentes prélevement pour le redressement des finances publiques et écrêtement.  |
| <b>PART VARIABLE POPULATION</b>  | <b>Evolution de la population N/ N-1</b><br>Montants compris entre 64,46 € et 128,93€ ( moins de 500 hab et plus de 200 000 habitants); Croissance logarithmique entre 1 et 2.   |
| <b>DISPOSITIF DE FINANCEMENT DES REDISTRIBUTIONS INTERNES A LA DGF "ECRETEMENT "</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'écrêtement si le potentiel fiscal / hab. de la commune est inférieur à 85% du potentiel fiscal moyen contre 75% en 2021 soit 557 € contre 491€ en 2021.</li> <li>- Modification du système de plafonnement à partir de 2017 avec une diminution jusqu'à 1% des recettes réelles n-2, si le potentiel fiscal / hab. est supérieur ou égal à 85% du potentiel fiscal moyen</li> </ul> |

Les montants individuels 2022 pourront être impactés, comme chaque année, par les règles habituelles de calcul de la DGF, soit les variations de population et par l'écrêtement susceptible de s'appliquer à la dotation forfaitaire pour financer notamment la hausse de la DSU et de la DSR.

60% des communes ont été écrêtées en 2021 (20 850 communes).

Le seuil de l'écrêtement est relevé de 75% à 85% du potentiel fiscal moyen en 2022, ce qui va entraîner un effet favorable pour environ 3000 communes qui vont échapper à ce dernier, mais cette mesure sera financée par les autres communes qui restent contributrices.

L'écrêtement n'a pas de limite de durée mais son montant ne peut excéder le montant de la dotation forfaitaire.

Population INSEE 2022 : données INSEE officielles  
**Résidences secondaires 2022 : stables**

| 2 021                                     |                |
|---|----------------|
| Population DGF                            | 8 086          |
| coefficient [1+(0.38431*log pop DGF/500)] | 1,46454        |
| <b>1 -Part fixe</b>                       | 598 362        |
| <b>2 -Part variable population</b>        | 4 815          |
| <b>3- Ecrêtement</b>                      | -36 100        |
| <b>DGF NOTIFIÉE</b>                       | <b>567 077</b> |

| 2 022  |                |
|--|----------------|
| <b>Simulation DGF avec une population corrig. de</b> | <b>58</b>      |
| Population DGF après correction                      | 8 144          |
| Evolution population n/n-1                           | 0,72%          |
| <b>1 -Part fixe</b>                                  | <b>567 077</b> |
| <b>2 -Part variable population</b>                   | 5 480          |
| <b>3- Redistribution interne - écrêtement</b>        | <b>-37 731</b> |
| <b>DGF simulée avec une variation de population</b>  | <b>534 826</b> |
| Ecart Simulation / dot. notifiée en €                | -32 251        |
| Ecart Simulation / dot. notifiée en %                | -5,69%         |

|                                    |              |
|------------------------------------|--------------|
| <b>POPULATION INSEE 2021</b>       | <b>8 006</b> |
| <b>POPULATION INSEE 2022</b>       | <b>8 064</b> |
| EVOLUTION POPULATION INSEE en hab. | 58           |
| EVOLUTION POPULATION INSEE en %.   | 0,7%         |

|  |    |
|--|----|
| Places de caravanes (nombre*2 si éligible DSU-DSR BCENTRE n-1) | 24 |
|--|----|

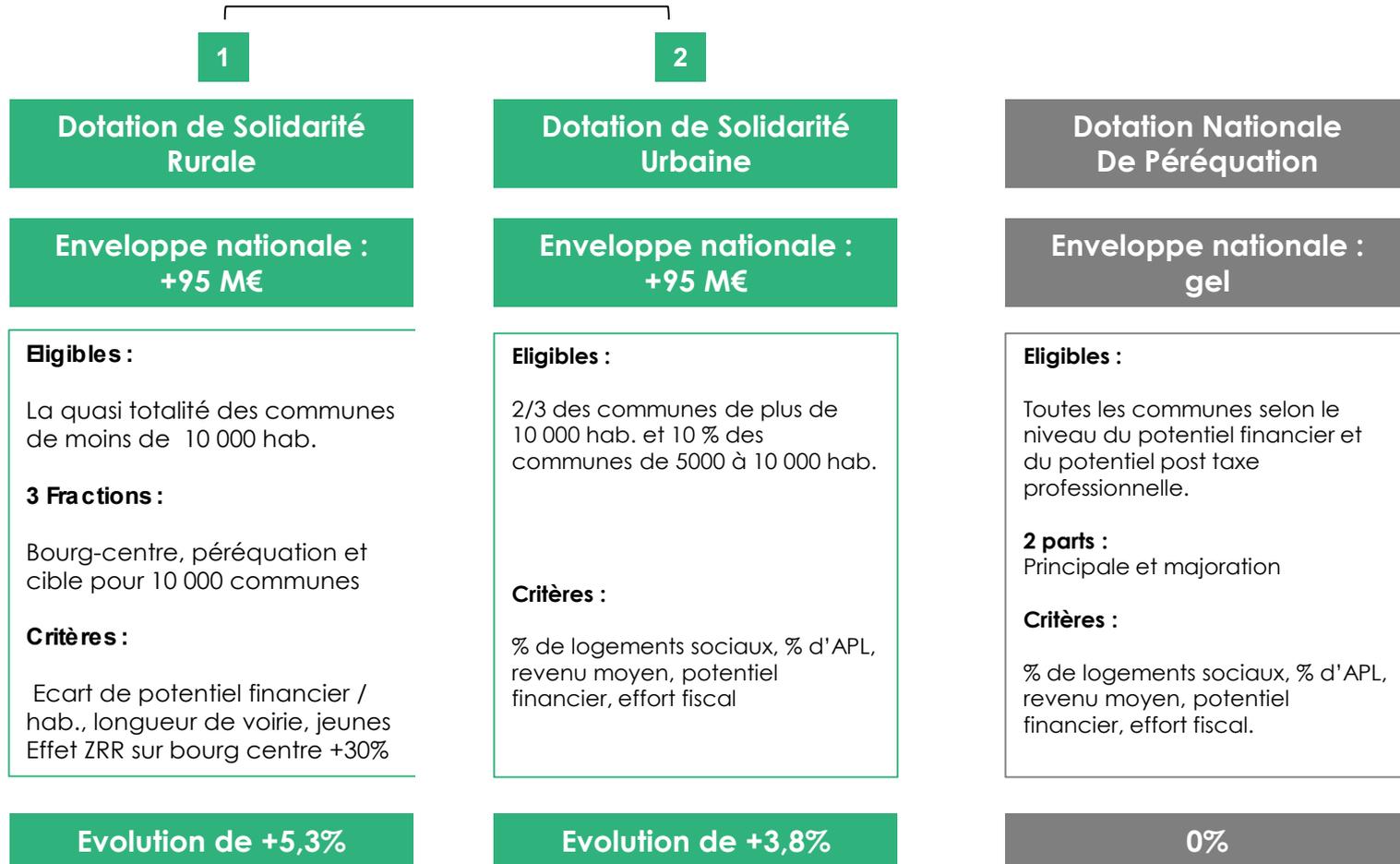
|                             |    |
|-----------------------------|----|
| RESIDENCES SECONDAIRES 2021 | 56 |
| RESIDENCES SECONDAIRES 2022 | 56 |
| VARIATION RES SECOND        | 0  |

|                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| <b>POPULATION DGF 2021</b>       | <b>8 086</b> |
| <b>POPULATION DGF 2022</b>       | <b>8 144</b> |
| EVOLUTION POPULATION DGF en hab. | 58           |
| EVOLUTION POPULATION DGF en %.   | 0,72%        |

**L'écrêtement devrait se renforcer en 2022 compte de la modification du dispositif adopté par la loi de finances 2022 qui augmente la participation des communes pénalisées.**

## 4- LE RENFORT DES DOTATIONS DE PEREQUATION EN 2022

### EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE EN 2022 : + 190 MILLIONS D'EUROS



En 2021 la hausse de 90 M€ a entraîné une augmentation des enveloppes de :

- 6,11% DSR Bourg centre
- 1,21% DSR Péréquation
- 9,86% DSR Cible

Financement des mesures :

Cette augmentation est financée par les collectivités elles-mêmes par le dispositif d'écrêtement de la dotation forfaitaire et sur la dotation de compensation des EPCI.

Evolution de l'enveloppe nationale des DOTATIONS DE PEREQUATION

2021 : +180 M€

Dotation de Solidarité Rurale : + 90 M€

- Dotation de Solidarité Urbaine : + 90 M€

- Dotation Nationale de Péréquation : aucune évolution



2022 : +190 M€

Dotation de Solidarité Rurale : + 95 M€

- Dotation de Solidarité Urbaine : + 95 M€

- Dotation Nationale de Péréquation : aucune évolution

|     |                   | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | Evolution n/ n-1 |     |
|-----|-------------------|---------|---------|---------|---------|------------------|-----|
|     |                   |         |         |         |         | en €             | en% |
| DSR |                   | 105 695 | 104 819 | 104 970 | 106 020 | 1 050            | 1%  |
|     | bourg centre      | 0       | 0       | 0       | 0       | 0                |     |
|     | péréquation cible | 105 695 | 104 819 | 104 970 | 106 020 | 1 050            | 1%  |

# SCENARIO n° 1

## « Au fil de l'eau »

- **Les charges et recettes de fonctionnement** sont intégrées selon les conditions décrites ci avant :

### Conditions de la simulation

- 1- Pression fiscale stable
- 2- DSC : stable sur la période
- 3- Emprunt annuel à taux fixe de : 1% à taux fixe sur 20 ans à partir de 2022
- 4- Test d'une capacité d'équipement 2023-2025

# LE PROGRAMME D' INVESTISSEMENT 2022-2025

CAPACITE D'EQUIPEMENT 2022-2025 :  
15,9 M€

Programmes

| INVESTISSEMENT          | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Total DEPENSES</b>   | <b>3 269</b> | <b>4 030</b> | <b>5 400</b> | <b>3 570</b> | <b>3 570</b> |
| Programme équipement    | 3 183        | 3 550        | 5 330        | 3 500        | 3 500        |
| Travaux en régie        | 70           | 70           | 70           | 70           | 70           |
| Restes à réaliser       |              | 410          |              |              |              |
| Autres créances         | 16           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>Recettes</b>         |              |              |              |              |              |
| Subventions             | 591          | 789          | 1 777        | 120          | 292          |
| FCTVA estimé n-1 (90%)  | 452          | 470          | 524          | 787          | 517          |
| TLE-taxe d'aménagement  | 44           | 50           | 50           | 50           | 50           |
| Divers                  | 80           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Restes à réaliser       |              | 0            |              |              |              |
| <b>TOTAL RECETTES</b>   | <b>1 167</b> | <b>1 310</b> | <b>2 353</b> | <b>960</b>   | <b>862</b>   |
| <b>Reste à financer</b> | <b>2 102</b> | <b>2 720</b> | <b>3 047</b> | <b>2 610</b> | <b>2 707</b> |

Financement  
Subventions  
et FCTVA

## Les indicateurs d'analyse financière

La caf nette est corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

| INVESTISSEMENT         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Total DEPENSES</b>  | <b>3 269</b> | <b>4 030</b> | <b>5 400</b> | <b>3 570</b> | <b>3 570</b> |
| Programme équipement   | 3 183        | 3 550        | 5 330        | 3 500        | 3 500        |
| Travaux en régie       | 70           | 70           | 70           | 70           | 70           |
| Restes à réaliser      |              | 410          |              |              |              |
| Autres créances        | 16           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>Recettes</b>        |              |              |              |              |              |
| Subventions            | 591          | 789          | 1 777        | 120          | 292          |
| FCTVA estimé n-1 (90%) | 452          | 470          | 524          | 787          | 517          |
| TLE-taxe d'aménagement | 44           | 50           | 50           | 50           | 50           |
| Divers                 | 80           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Restes à réaliser      |              | 0            |              |              |              |
| <b>TOTAL RECETTES</b>  | <b>1 167</b> | <b>1 310</b> | <b>2 353</b> | <b>960</b>   | <b>862</b>   |

**CAPACITE  
D'EQUIPEMENT  
2022-2025 :  
15,9 M€**

|                                   |              |              |              |              |              |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Reste à financer                  | 2 102        | 2 720        | 3 047        | 2 610        | 2 707        |
| <b>Capacité d'Autofinancement</b> | <b>2 208</b> | <b>2 159</b> | <b>1 957</b> | <b>1 941</b> | <b>1 866</b> |
| <b>EQUILIBRE</b>                  | <b>-106</b>  | <b>561</b>   | <b>1 089</b> | <b>669</b>   | <b>841</b>   |
| Emprunt réalisé                   | 0            | 0            | 500          | 500          | 841          |
| <b>FONDS DE ROULEMENT</b>         | <b>1 898</b> | <b>1 337</b> | <b>748</b>   | <b>579</b>   | <b>579</b>   |

**Emprunts  
réalisés :  
1.8 M€**

La caf nette dans le tableau n'est pas corrigée de l'effet cessions et provisions

### Les indicateurs financiers sur la période :

La capacité d'autofinancement baisse en 2022 avec une évolution des charges de gestion plus rapide que celle des recettes puis elle évolue faiblement sur le reste de la période sous l'effet des nouvelles charges financières simulées. Le niveau reste favorable en 2025 avec toujours la nécessité de conserver une DSC stable.

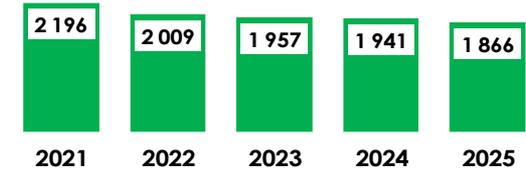
La capacité dynamique de désendettement représente un niveau faible avec 1.9 année pour rembourser le capital de la dette en 2025.

Il faut rester en veille sur les effets des mesures gouvernementales à partir de 2023 qui pourraient impacter défavorablement la dotation globale de fonctionnement.

## Les indicateurs d'analyse financière

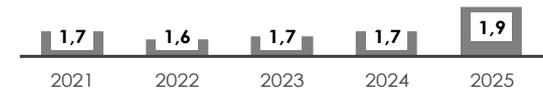
La caf nette est corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

### Capacité d'Autofinancement Nette en milliers d'euros



### Capacité de désendettement en années

ALERTE : 10 ANNEES



### Annuité dette ancienne+nouvelle dette



### Encours au 31 décembre

